

La deuxième divergence concerne le droit de recours des assureurs contre les instruments de planification ou de régulation que les cantons doivent développer, c'est-à-dire les critères qui fixent le nombre de médecins et de spécialistes nécessaires dans chaque canton. A l'article 55a alinéa 7, la majorité de la Conférence de conciliation a aussi opté pour la version du Conseil des Etats qui exclut un droit de recours pour les assureurs.

Le but de la majorité de la Conférence de conciliation est que l'instrument que nous allons adopter soit rapidement efficace, qu'il permette aux cantons de limiter l'accès à notre pays aux médecins venant d'Etats membres de l'Union européenne. Rappelons que, sans solution, le droit de s'installer chez nous serait donné à tout médecin formé dans un des Etats précités. Chaque fois qu'il y a une lacune dans le droit, chaque fois que les cantons sont empêchés de réguler les admissions, la liberté est donnée à tout médecin venant de l'Union européenne de s'installer.

Nous avons déjà connu une situation de ce type entre janvier 2012 et mi-2013. Pendant dix-huit mois, la liberté a été accordée à tout médecin formé dans un pays de l'Union européenne de venir s'installer en Suisse. Cela a généré une hausse massive des coûts dans le domaine ambulatoire avec l'arrivée de forts effectifs de spécialistes, dans les cantons frontaliers notamment, en particulier dans les spécialités les plus rémunératrices, celles où nous avons déjà une surcapacité dans nos régions.

Dans ces conditions, toute mesure qui créerait de l'insécurité juridique, qui ne permettrait pas d'assurer la continuité de ces décisions cantonales, est à éviter. Il faut au contraire consolider la possibilité, pour les cantons, de réguler ces arrivées. Rappelons qu'il s'agit d'une possibilité; les cantons sont ainsi libres de décider ce qu'ils veulent faire. La version du Conseil des Etats sur le droit de recours des assureurs a été approuvée par 14 voix contre 10 et 2 abstentions. Le résultat global réglant ces deux divergences selon la version du Conseil des Etats a été approuvé par 19 voix contre 6 et 1 abstention.

En conclusion, nous vous invitons à approuver ce projet, qui a suivi un long processus. Comme lors des précédentes éditions, il n'est sans doute pas parfait pour chacun et chacune de ceux qui souhaitent modifier la LAMal, mais nous pouvons vous assurer que la pire des choses qui pourrait avoir lieu, c'est de ne pas avoir de solution. Je le répète, on discute souvent de maîtrise des coûts de la santé dans ce Parlement. Ne pas régler cette affaire, c'est à coup sûr augmenter les coûts et les primes très rapidement dans notre pays, ce que nous souhaitons – je l'espère – tous éviter.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 18.047/20460)

Für den Antrag der Mehrheit ... 103 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 56 Stimmen
(12 Enthaltungen)

20.040

Dringliche Änderung des Epidemien-gesetzes angesichts der Covid-19-Krise (Proximity-Tracing-System)

Modification urgente de la loi sur les épidémies face à la crise de Covid-19 (Système de traçage de proximité)

Zweitrat – Deuxième Conseil

Ständerat/Conseil des Etats 03.06.20 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 08.06.20 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 10.06.20 (Dringlichkeitsklausel – Clause d'urgence)

Nationalrat/Conseil national 11.06.20 (Dringlichkeitsklausel – Clause d'urgence)

Nationalrat/Conseil national 19.06.20 (Schlussabstimmung – Vote final)

Ständerat/Conseil des Etats 19.06.20 (Schlussabstimmung – Vote final)

Antrag der Mehrheit Eintreten

Antrag der Minderheit (de Courten, Aeschi Thomas) Nichteintreten

Proposition de la majorité Entrer en matière

Proposition de la minorité (de Courten, Aeschi Thomas) Ne pas entrer en matière

Roduit Benjamin (M-CEB, VS), pour la commission: Est-ce que nous aurons un vaccin contre le coronavirus avant 2021? Probablement pas. Quand est-ce que la population suisse aura atteint un taux d'immunité de 70 pour cent? Pas avant de longs mois. Ces deux constats réalistes disent à eux seuls la nécessité du projet intitulé "système de traçage de proximité" sur lequel notre Commission de la sécurité sociale et de la santé publique s'est longuement penchée, durant près de trois heures, lors de sa séance du 26 mai dernier.

Nous sommes entrés dans une phase d'endiguement de l'épidémie et il s'agit désormais de tracer les contacts afin de contenir au mieux la propagation du virus. En plus des mesures d'hygiène – se laver les mains et garder une distance sociale –, il convient de proposer un outil complémentaire qui fait partie du système d'alerte. Il ne se substitue pas aux recherches classiques de contacts menées par les cantons, comme c'est déjà le cas pour d'autres maladies transmissibles, ou aux obligations de livrer ses coordonnées lorsque les contacts étroits sont nécessaires et que le port du masque n'est pas possible. Son grand avantage, c'est qu'il permettra de contacter des personnes qui se sont côtoyées sans se connaître. Evidemment, ce n'est pas une recette miracle, mais c'est peut-être à ce prix qu'on évitera le port du masque en tout temps par toute la population, les effets désastreux d'une deuxième vague ou pire encore de nouvelles mesures de confinement préjudiciables à la santé économique et sociale de notre pays.

Qu'est-ce qui nous est proposé concrètement? Il s'agit, selon la volonté des deux chambres exprimée lors de la session extraordinaire de mai dernier, de créer une base légale modifiant la loi sur les épidémies qui permette de proposer une nouvelle application, appelée Swiss-Covid, téléchargeable sur les smartphones. Son but est de signaler aux utilisateurs les expositions potentielles au coronavirus, dans le but d'interrompre les chaînes de transmission. L'utilisation de

l'application serait facultative et personne ne serait favorisé ou désavantagé en raison de sa participation ou de sa non-participation au système de traçage.

La protection des données serait en tout temps garantie. Ainsi, la communication entre les appareils serait anonyme. Toutes les données seraient cryptées et sauvegardées localement sur l'appareil. Les spécifications techniques et le code source seraient accessibles au public.

Voici son fonctionnement: l'application détecte automatiquement si deux utilisateurs sont proches pendant un certain temps – plus de quinze minutes à moins de deux mètres. C'est la technologie Bluetooth qui est utilisée et l'application est placée en arrière-plan ce qui n'entraîne qu'une faible consommation d'énergie et permet une utilisation habituelle de l'appareil. Lors de la détection, seuls les identifiants anonymes, mais aucune donnée sur la localisation ou relatives à la personne ne sont échangés. Si quelqu'un reçoit une notification codée sur son écran de verrouillage, c'est qu'une personne ayant été testée positive a été en contact avec lui. Au préalable, il aura donné son accord au médecin cantonal pour que le code soit envoyé anonymement à tous les participants au système qui ont été en contact avec lui. Ensuite, il est recommandé d'éviter des contacts physiques – la précision est importante – avec d'autres personnes durant dix jours. Si des symptômes apparaissent, il convient de consulter un médecin et de se faire tester. Enfin, malheureusement, si le test est positif, la mise en quarantaine peut être décidée par un médecin. Vous le voyez, la procédure est très claire. Elle protège les intérêts et les données de chacune et de chacun.

Une phase pilote a débuté le 25 mai dernier, et le conseiller fédéral Berset pourrait peut-être tout à l'heure nous faire part du résultat des premières expériences. Si notre Parlement approuve, durant cette session, le projet – cela est tout à fait réalisable –, l'application pourrait être mise en service dans tout le pays avant la fin de ce mois. Quant à la durée de validité maximale, elle est fixée à deux ans, soit jusqu'au 30 juin 2022, et le Conseil fédéral désactivera le système dès qu'il ne sera plus requis pour lutter contre le coronavirus.

Relevons également que les principales discussions en commission ont porté sur quatre points:

1. La nécessité d'une base légale suffisamment claire pour respecter la protection des données et surtout se prémunir contre tout ce qui pourrait porter atteinte aux droits fondamentaux de chacun.
2. Le principe d'un stockage décentralisé des données, c'est-à-dire sur l'appareil, pour les principaux composants de l'application. C'est un sujet sensible et les promesses envers la population à ce sujet doivent être tenues.
3. Le caractère absolument volontaire de la participation au système de traçage, et cela sans discrimination ont bien sûr été abordés. Ont ainsi été écartées l'obligation de transmettre à l'employeur les notifications reçues sur l'appareil ou encore la possibilité, par exemple pour l'organisateur d'un match de football, de limiter l'accès uniquement aux personnes ayant téléchargé l'application.
4. Ont été discutées enfin la prise en charge du coût des tests de dépistage et des tests sérologiques, ainsi que le droit à une allocation perte de gain dans le cas où une personne doit se mettre en quarantaine suite à une notification via l'application de traçage.

L'entrée en matière a été décidée par 22 voix contre 2. Une minorité de la commission doute de l'efficacité de cette mesure et de l'engouement des gens à y participer sachant qu'ils pourraient être mis en quarantaine. Elle dénonce aussi le risque d'un contrôle étatique sur notre comportement social. Lors de la discussion par article, la commission a également pris connaissance des délibérations de la commission du Conseil des Etats et a accepté ses propositions – elle s'était réunie la veille, le 25 mai, tout s'est fait rapidement. Il s'agissait de compléter l'article 60a alinéa 4 lettre e dans le sens où il faut non seulement garantir que le code source soit accessible au public, mais aussi qu'il soit effectivement à la base des applications fonctionnant sur un smartphone. Un complément a aussi été apporté à l'alinéa 7 prévoyant qu'en cas d'efficacité insuffisante, le système puisse être stoppé. En-

fin, il a été proposé que l'entrée en vigueur soit fixée par le Conseil fédéral au plus tard au 1er juillet 2020.

La commission a aussi accepté, par 12 voix contre 12 par la voix prépondérante de la présidente, une proposition demandant de fixer dans un article 60a alinéa 3bis le principe de la gratuité pour les tests de dépistage et les tests sérologiques, mais seulement pour les personnes qui reçoivent une notification de l'application Swiss-Covid les informant qu'elles ont été potentiellement exposées au virus. Cela signifie aussi que le participant au système de traçage ne paiera aucune franchise ni participation si ces tests devaient être pris en charge par l'assurance-maladie. Passer un test en cas de symptômes vise un intérêt public.

La commission a cependant écarté, par 17 voix contre 12 et 5 abstentions, une proposition visant à régler la répartition des coûts de ces tests qui, selon l'avis de la majorité, est complexe et doit être réglée par le Conseil fédéral dans une discussion avec les assureurs et les cantons.

Chers collègues, vous le voyez, ce projet est mûr pour nous aider à combattre le coronavirus avec des principes d'organisation et de transparence assurant une haute protection des données. Notre commission vous recommande donc d'accepter l'entrée en matière.

Addor Jean-Luc (V, VS): Cher collègue, j'ai une petite question à la fois juridique et technique – nous sommes tous les deux aussi doués dans ce domaine, je crois.

A l'article 60a alinéa 4 lettre b, on nous dit que c'est seulement dans la mesure du possible que les données seront traitées sur des composants décentralisés. Pour vendre cette application à la population suisse, pour lui donner confiance, on met en avant – vous l'avez fait encore à l'instant – l'aspect décentralisé du traitement des données. Comment se fait-il que l'exigence dans la loi ne soit finalement posée que "dans la mesure du possible"? Est-ce que cela veut dire qu'il y aura des exceptions?

Roduit Benjamin (M-CEB, VS), pour la commission: Cher collègue, je vous remercie pour votre question. Elle est en lien avec une proposition individuelle que vous avez déposée; elle correspond aussi à des questions qui ont été posées dans les deux commissions. Les réponses données ont satisfait les parlementaires.

Prenons une évidence: c'est de manière collective que le code va être envoyé à toutes les personnes qui ont été en contact avec la personne déclarée positive. Cet élément-là doit forcément être centralisé. Il y a également l'utilisation du Bluetooth; on peut en discuter et se poser la question de savoir pourquoi on l'utilise. Elle implique la décentralisation du service: cela permet tout simplement de mettre en arrière-plan l'application, donc cela permet en tout temps d'utiliser son appareil, et cela permet d'économiser la batterie. Donc on voit que pour les composants secondaires de l'application, il y a forcément la nécessité de les centraliser. Enfin, le préposé fédéral à la protection des données, qui était présent lors de nos séances de commission, a été absolument clair à ce sujet: la loi est respectée.

Matter Michel (GL, GE): Je souhaite une précision, Monsieur Roduit, car je viens d'un canton où il y a de très nombreux frontaliers et de nombreux travailleurs internationaux. Pouvez-vous me confirmer que cela ne les concerne aucunement?

Roduit Benjamin (M-CEB, VS), pour la commission: Cher collègue, si je comprends bien votre question, vous semblez dire qu'il serait impossible d'utiliser l'application en cas de franchissement de la frontière. Alors, oui, elle peut être utilisée. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles nous devons aussi veiller à ce que les personnes qui ont de la famille de part et d'autre de la frontière ou qui franchissent la frontière puissent en tout temps utiliser cette application. Ai-je bien répondu à votre question?

Mäder Jörg (GL, ZH), für die Kommission: Die Kommission hat sich bei diesem Geschäft bewusst für eine Debatte

entschieden, die genügend Zeit für die Voten und die Diskussion einräumt, nicht weil diese Gesetzesanpassung besonders umfangreich ist, sondern weil es um ein Gesetz geht, das in seiner Art bisher einzigartig ist und hoffentlich auch bleibt. Zudem ist es auch zeitlich eine dringliche Änderung, und viele Aspekte werden intensiv in den klassischen und den sozialen Medien diskutiert, auch jetzt im Moment.

Die Ausgangslage muss ich nicht gross erläutern. Durch verschiedene Massnahmen, teilweise sehr einschneidende, gelang es der Schweiz in relativ kurzer Zeit, die Zahl der Corona-Ansteckungen auf ein tiefes Niveau zu bringen – so tief, dass unterdessen auch wieder ein klassisches Contact Tracing möglich ist; klassisch deshalb, weil es heutzutage dank der modernen Technologie und der hohen Verbreitung von Smartphones möglich wäre, das klassische Contact Tracing durch eine moderne Tracing-App zu ergänzen – ergänzen, nicht ersetzen. Während das Contact Tracing sich auf das Gedächtnis der Betroffenen stützt, nutzt die App die Möglichkeiten der Smartphones, um potenzielle Übertragungen zu eruieren.

Es ist daher nicht verwunderlich, dass weltweit verschiedene Ansätze entwickelt wurden, um genau dies zu realisieren – teils mit anderem Fokus. Denn Sie können eine solche App mit Fokus auf Erkenntnisgewinn erstellen, also möglichst viele Daten sammeln, inklusive zum Gesundheitszustand der Besitzer, um diese auswerten und davon lernen zu können. Sie können den Fokus auf die Wirtschaft setzen, um möglichst schnell möglichst vielen Menschen möglichst viele Freiheiten, zum Beispiel Geschäftsreisen, zu ermöglichen. Sie können den Fokus auf den Staat setzen: alle Daten zentral sammeln, mit vollem Zugriff durch die Behörden. Oder Sie können den Fokus auf die Bürger setzen und Privatsphäre und Datenschutz ins Zentrum stellen. Teilweise kann man diese Ziele kombinieren, teilweise widersprechen sie sich.

Als mehrere europäische Forscher und Programmierer begannen, ein gemeinsames Projekt voranzutreiben, stiegen die Schweizer relativ schnell wieder aus. In einer Zeit, in der Verzögerungen fatal sind, haben sie bewusst den Dissens gesucht. Ich glaube nicht, dass ihnen dieser Schritt leichtgefallen ist.

Unterdessen schwenken aber immer mehr Länder auf den Schweizer Ansatz um. Selbst die beiden Tech-Giganten Apple und Google haben ihre eigenen Projekte zugunsten des hier vorliegenden Projekts aufgegeben. Das zentrale Element ist, dass der Schweizer Ansatz den Datenschutz ins Zentrum stellt. Erlauben Sie mir eine persönliche Bemerkung: Es erfüllt mich doch ein bisschen mit Stolz, dass die Grundphilosophie, die in der Schweiz allgemein und an unseren Universitäten im Speziellen gelebt wird, die ganze Welt inspiriert.

Bei allem Stolz dürfen wir aber nicht vergessen: Das Ziel der App ist Früherkennung durch Überwachung. Ich wiederhole: Früherkennung durch Überwachung. Der Begriff "Überwachung" löst Assoziationen aus, Assoziationen zu Dingen wie Gesichtserkennung, Zugriff auf Mobilfunkdaten und vieles mehr. Das sage ich so direkt, weil es wichtig ist, dass wir mit offenen Karten spielen, denn diese Technologie kann sehr schnell zu einem Fluch werden. Die Kommission ist aber der Meinung, dass sie, wenn wir sie mit Bedacht einsetzen und mit einem kritischen Auge beobachten, helfen und nicht schaden wird.

Worauf basiert diese Einschätzung? Diese App ist wahrscheinlich weltweit eine der ersten, wenn nicht sogar die allererste staatliche App, die sich vollständig nach den Prinzipien der Datensparsamkeit "privacy by design" und "privacy by default" richtet. Es werden nur die Daten erhoben, die zwingend notwendig sind. Die Daten werden nach Möglichkeit lokal und nicht zentral gespeichert. Die Daten, die das eigene Smartphone verlassen, sind nach Möglichkeit – in diesem konkreten Fall sogar zu hundert Prozent – nicht verwendbar, um eine Person rückwirkend zu identifizieren. Die Eingriffe in die Privatsphäre sind somit so minimal, dass bei jeder weiteren Forderung die Applikation zu Staub zerfallen würde. Für diese konsequente Umsetzung haben die Entwickler weltweit von entsprechenden Organisationen Applaus bekommen.

Des Weiteren ist die App Open Source. Das heisst, jeder kann den vollständigen Quellcode inklusive Dokumentation anschauen und sich selber von der Funktionsweise überzeugen. Das dazu gewählte System erlaubt zudem, dass Sie sehen können, wer wann was geändert hat; das heisst, Sie können sowohl vergangene als auch künftige Änderungen sehr rasch auffinden und begutachten.

Ich habe vorhin bewusst "Früherkennung durch Überwachung" gesagt und nicht "Früherkennung durch staatliche Überwachung", weil es keine staatliche Überwachung ist. Überwachung bedeutet Daten sammeln, und all die Daten, die hier gesammelt werden, bleiben auf Ihrem persönlichen Gerät. Auf diese Daten haben weder Apple noch Google, noch der Staat Zugriff. Erst wenn Sie sich durch mehrere freiwillige Entscheide insgesamt dazu entschliessen, erfährt der Staat überhaupt, dass Sie von Covid betroffen sein könnten. Es ist also nicht der Staat, der in Ihre Privatsphäre eindringt und Sie überwacht, sondern jeder von uns überwacht sich selber und geht gegebenenfalls freiwillig auf den Staat zu. Sie entscheiden, ob Sie die App installieren, Sie entscheiden, ob Sie die App laufen lassen, Sie entscheiden, ob Sie das Smartphone mitnehmen, Sie entscheiden, ob Sie auf eine Benachrichtigung reagieren.

Erst wenn Sie positiv getestet wurden, werden anonyme Zufallszahlen, die Ihre App generiert hat, in einen zentralen Server geladen. Diese Zufallszahlen für sich haben keinerlei verwertbare Informationen, mit denen man auf eine einzelne Person schliessen könnte. Wer diese Daten klagt, klagt Datenmüll. Erst wenn diese Daten mit den Daten auf Ihrem persönlichen Smartphone kombiniert werden, kann man etwas herauslesen. Und das kann nur auf Ihrem Smartphone geschehen, da die von Ihnen gesammelten Daten dieses nie verlassen.

Was passiert nun auf Ihrem Smartphone? Die App vergleicht die heruntergeladenen Daten mit den aufgezeichneten eigenen Daten. Als Treffer gilt, wenn Sie während insgesamt 15 oder mehr Minuten näher als zwei Meter an infizierten Personen waren. Dann werden Sie benachrichtigt. Bitte überhöhen Sie diese beiden Zahlen nicht – es sind Richtwerte und keine absoluten Grenzen. Bei jeder Ansteckung geht es zwar um Ja oder Nein, aber im Alltag begegnen Sie nicht einer Ansteckung, sondern einem Ansteckungsrisiko, einer Kombination unzähliger einzelner Wahrscheinlichkeiten. Und die Wahrscheinlichkeit, dass ein Virenpartikel Ihres Gegenübers in Ihre Atemwege gelangt, steigt mit der Nähe und der Kontaktzeit.

Was, wenn Sie betroffen sind? Das bisherige Versammlungsverbot betraf jeweils ganze Branchen oder Tätigkeiten, also ganze Gruppen von Menschen. Das Contact Tracing und somit auch das Proximity-Tracing-System betreffen jeweils nur Einzelpersonen. Das ist ein grosser Unterschied, der zu Versäuerung führt. Daher sollten wir den Leuten, die vom PT-System benachrichtigt werden, genügend Sicherheit bieten, damit sie die Solidarität leben, die wir uns von ihnen erhoffen. Das war in der Kommission ein grosses Thema, wurde aber in keiner Art und Weise bestritten, auch nicht vom Bundesrat. Die Differenzen lagen in den Details, insbesondere bei der Frage, ob man das hier im Gesetz regeln soll oder nicht. Entsprechend gibt es Minderheitsanträge, und es wurden auch per Brief Anliegen an den Bundesrat formuliert, sowohl von der SGK-S als auch von der SGK-N.

Die SGK-N und der Ständerat haben das Gesetz in Artikel 60a Absatz 3bis dahingehend ergänzt, dass eine Person, die sich aufgrund einer Benachrichtigung testen lässt, dies kostenlos tun kann. Noch weiter gehende Massnahmen bezüglich Erwerbsersatz sind Teil des Antrages der Minderheit Wasserfallen Flavia.

Des Weiteren wurde Artikel 60a Absatz 4 Buchstabe e ergänzt, sodass nicht nur gewährleistet ist, dass der Quellcode öffentlich ist, sondern auch, dass die App tatsächlich auf diesem beruht – eine primär technische Ergänzung.

Kurz erläutern möchte ich auch die Ergänzung in Artikel 60a Absatz 7. Das PT-System soll neu auch beendet werden, wenn es sich als unwirksam erweist. Was ist mit "unwirksam" genau gemeint? Wenn Sie mit einem Regenschirm durch die

Gegend laufen und feststellen, dass die Oberseite nass ist, die Unterseite aber trocken, ist der Schirm wirksam. Sind beide Seiten nass, ist er unwirksam. Sind aber beide Seiten trocken, kann man über die Wirksamkeit keine Aussage machen, da die angedachte Situation nicht eingetroffen ist. Ist die Oberseite trocken, die Unterseite aber nass, sollten Sie das Handbuch nochmals genau durchlesen.

Genau so ist es beim PT-System. Wenn die Ansteckungszahlen weiterhin tief bleiben, ist es klar, dass das System nur wenige bis gar keine Meldungen generieren kann und man entsprechend keine verlässliche Aussage über die Wirksamkeit machen kann. In diesem Fall sollte das System nicht abgeschaltet, sondern weiterbetrieben werden.

Eines der Argumente gegen die App, die in der Kommission angesprochen wurden, ist die Frage des Türöffners: Heute kommt diese App, die in Ordnung ist, aber was kommt morgen oder nächstes Jahr? Kann man noch mehr Überwachung einfordern, wenn sich die Bevölkerung an diese App gewöhnt hat? Diese Ängste sind nachvollziehbar.

Erlauben Sie mir dazu aber eine persönliche Bemerkung: Wer, wenn nicht wir Schweizer, sollte fähig sein, diese Balance zu halten? Wir haben eine direkte Demokratie, ein Öffentlichkeitsprinzip, eine Bevölkerung, die sich involvieren kann. Wir haben verschiedenste Parteien, die sich gegenseitig misstrauisch beäugen, und eben nicht einen Bundeskanzler, sondern einen Bundesrat, der aus sieben Personen besteht, die wiederum aus verschiedenen Parteien kommen, die alles andere als Fusionsabsichten haben. Wir können diese Balance halten, wenn wir wollen.

Ich fordere entsprechend Sie alle hier im Saal, im Gebäude, in der ganzen Schweiz dazu auf, künftig noch genauer, noch kritischer hinzuschauen, wenn der Staat sich neue Möglichkeiten, neue Kompetenzen aneignen will. Schauen Sie genau hin, und fällen Sie anschliessend eine bewusste Entscheidung!

Ich für mich habe hier, mit meinem politischen Wissen und meinem Wissen als Programmierer, ganz genau hingeschaut und kann Ja sagen.

Die Kommission beantragt mit 22 zu 2 Stimmen Eintreten.

de Courten Thomas (V, BL): Nennen wir das Kind jetzt mal beim Namen: Dieses Parlament schickt sich in diesem Moment an, die gesetzliche Grundlage dafür zu legen, dass wir ein Informationssystem installieren, vom Staat betrieben, das die Bewegungen, die Aufenthaltsorte, die Aufenthaltsdauer und die Begegnungen im sozialen Leben aufzeichnet – eine Überwachung der Bürgerinnen und Bürger. Das tönt für mich schon ziemlich nach George Orwell und "1984". Das erschreckt mich auch ein bisschen. Ich staune auch ein bisschen, dass wir in der ausserordentlichen Corona-Situation dieses Thema in diesem Rat noch sehr kontrovers behandelt haben. Die Abstimmung war meines Wissens auch nicht klar, aber das Parlament hat diesen Auftrag erteilt, dessen bin ich mir bewusst, dass wir jetzt husch, husch im Schnellzugstempo diese gesetzliche Grundlage installieren.

Es war in der Kommission sogar so weit – Sie sehen, dass die Minderheit relativ dünn besetzt ist –, dass beim Eintreten kaum noch jemand über dieses Thema diskutieren wollte. Und das ist der Hauptgrund für meinen Nichteintretensantrag: Wir sollten uns das nochmals gut überlegen. Ich kann mit den Bedingungen, die in dieser Vorlage formuliert sind, eigentlich leben: Wir haben die Freiwilligkeit drin, die grösstmögliche Freiwilligkeit, wir haben das Bekenntnis zur dezentralen Datenspeicherung – auch das für mich ein zwingendes Erfordernis –, wir haben das Thema Open-Source-Codes, wir haben das Thema der Löschung der Daten wieder drin, und wir haben die Befristung dieser Gesetzgebung drin. Das sind alles Eckpfeiler, die, so glaube ich zu wissen, für sehr viele in diesem Raum ganz entscheidende Eckpfeiler sind, ohne die sie diesem Gesetz vielleicht nicht so einfach zustimmen würden.

Aber jeder dieser Eckpfeiler hat hinter sich wieder ein Fragezeichen. Wie weit geht jetzt das genau mit dieser Freiwilligkeit oder, sagen wir es umgekehrt, mit der moralischen Verpflichtung, halt eben doch diese App zu nutzen, damit ich bei-

spielsweise wieder an eine Grossveranstaltung wie an einen Fussballmatch gehen kann? Wie weit ist es mit dieser dezentralen Datenspeicherung her, wenn sie, gemäss Gesetz, nur so weit wie möglich dezentral ist? Wie geht das genau mit dieser Open-Source-Lösung, wenn dahinter Konzerne wie Google oder Apple sind, denen wir diesen Open-Source-Gedanken sonst nicht so zugrunde legen?

Das Gleiche gilt bezüglich Datenlöschung: Werden diese Daten wirklich gelöscht? Wie steht es mit der Befristung? Wer entscheidet? Ah, der Bundesrat entscheidet, wann das nicht mehr nötig sein wird. Der Bundesrat entscheidet auch, ob das Ganze wirksam ist. Was passiert, wenn der Bundesrat zum Schluss kommt, die App sei nicht so wirksam, weil sie freiwillig ist? Wird er dann die Freiwilligkeit ein bisschen einschränken? Wird er einen dieser Pfeiler, die heute die Grundlage für dieses Gesetz sind, ein Stück weit herausbrechen? Ich glaube, die Versuchung wird gross sein, dass wir uns, wenn der Zweck die Mittel heiligt, nicht mehr an die entsprechenden Grundsätze hier halten.

Ganz zu schweigen auch von den Resultaten, welche die App liefert: Sind sie verlässlich? Wenn ich im Zug von Liestal nach Bern Rücken an Rücken mit jemandem reise und mein Rückennachbar die App auch benutzt, habe ich schon einen Eintrag. Das Gleiche gilt übrigens auch, wenn ich auf der Autobahn im Stau stehe: Es gibt einen Unfall, die Autobahn ist gesperrt, wir sitzen keine zwei Meter voneinander entfernt in den Autos, beide mit der App – das ergibt einen Treffer. Es gibt wahrscheinlich Hunderte solcher Situationen. Im Restaurant, von anderen durch Plexiglasscheiben getrennt, esse ich zu Mittag – auch das ergibt allenfalls einen Treffer. Es gibt wahrscheinlich Hunderte solcher Alltagssituationen, und diese ergeben alle einen Treffer. Dann wird der Betroffene informiert, dass er diesen oder jenen Treffer hat. Er überlegt sich dann wahrscheinlich: "Wo war das? Das ist kaum möglich, ich kann mir nicht vorstellen, dass ich so lange dort war." Was fängt er dann mit den Resultaten an?

Auch dort setze ich hundert Fragezeichen, sodass ich zum Schluss komme: Wir müssen uns nochmals gut überlegen, ob wir diese Gesetzesgrundlage für ein Informationssystem, staatlich betrieben zur Überwachung der Bürgerinnen und Bürger, einfach so durchwinken.

Addor Jean-Luc (V, VS): Monsieur de Courten, ma question est la suivante. L'installation de cette application est facultative, mais ce volontariat semble être un peu organisé sous l'égide de la Confédération qui a proposé aux cantons, dans le cadre du projet pilote, d'y associer leur personnel. Ne trouvez-vous pas que le fait que le volontariat soit organisé par l'Etat, c'est-à-dire par l'employeur, est un peu particulier, pour ne pas dire dangereux?

de Courten Thomas (V, BL): Besten Dank für diese Frage, Herr Kollege Addor. Ja, das ist genau der Punkt, die Verpflichtung durch den Arbeitgeber, diese App zu nutzen. Die Versuchung – das kann ich Ihnen garantieren – für den Arbeitgeber, den Organisator einer Veranstaltung oder ein Familienmitglied wird in bestimmten Situationen sehr gross sein, zu sagen: Wenn du mit mir zusammenarbeiten möchtest, wenn du mit mir etwas unternehmen möchtest, ist es zwingend, dass du diese App benutzt; sonst will ich nicht mit dir zusammen sein. Diesen moralischen Zwang kann man in meinen Augen nicht wegdiskutieren.

Ich glaube, es kommt nachher noch ein Antrag von Herrn Bäumle, der sagt: Wir wollen diese App, damit wieder Fussballmatches durchgeführt und besucht werden können. Darum sollen 30 000 Zuschauerinnen und Zuschauer im "Joggeli" verpflichtet werden, diese App zu nutzen. Das ist keine Perspektive.

Glärner Andreas (V, AG): Diese Tracing-App macht uns grundsätzlich Freude. Es ist eine Schweizer Entwicklung, sie ist sehr einfach, sie ist sehr unkompliziert, sie hat eine dezentrale Datenspeicherung. Es ist eine gute Lösung, freiwillig, abschaltbar.

Nun sucht man noch das Problem zur Lösung. In den Kommissionen wurde über Datenschutz gesprochen, über Verfol-

gung und Weiteres. Alle, die diese App nicht wollen, müssen sie nicht installieren. Alle, die sie installiert haben, müssen sie nicht aktivieren, und alle, die sie aktiviert haben, können sie dann wieder ausschalten. Wenn Sie so grosse Sorgen haben, dann bitte ich Sie doch sehr, zu prüfen, ob Ihr Whatsapp nicht doch auch eine gewisse Gefahr darstellt, auch Ihr Facebook, das Sie täglich benutzen, Ihr Instagram und ja, auch Google, das Sie doch immer täglich verfolgt. Wenn Sie noch wissen, dass gewisse dieser aufgezählten Programme oder Apps den gleichen Brüdern und Schwestern in den grossen Staaten gehören, dann müssen Sie endgültig Ihr Handy weit weg werfen oder legen.

Eine Mehrheit der SVP-Fraktion empfiehlt Ihnen deshalb die Annahme der Vorlage, allerdings im Wissen, dass sich das Coronavirus derzeit aus dem Staub gemacht zu haben scheint. Die Lösung kommt also allenfalls etwas spät. Wir unterstützen dann aber den Einzelantrag Addor bezüglich Begrenzung dieser Bestimmungen auf den 31. Dezember 2021.

Wasserfallen Flavia (S, BE): Die Ausbreitung des Coronavirus ist eingedämmt – im Moment. Und das muss auch so bleiben! Wir befinden uns in der sogenannten Containment-Phase, der Eindämmungsphase. Seit dem letzten Samstag, 6. Juni, sind weitere Lockerungsmassnahmen in Kraft, und wir sind alle froh darüber. In dieser Containment-Phase müssen Neuinfektionen frühzeitig und möglichst vollständig erfasst werden, angesteckte Personen müssen konsequent isoliert werden, und krankheitsverdächtige Personen müssen sich in Quarantäne begeben.

Damit wir diese Phase erfolgreich meistern können, sind wir alle nach wie vor dazu angehalten, Hygienemassnahmen und Abstandsregeln einzuhalten. Das klassische Contact Tracing der Kantonsärzte wird durchgeführt, und ergänzend dazu wurde die Swiss-Covid-App entwickelt, welche die Einführung des Proximity-Tracing-Systems erlaubt. Diese App ist keine Wunderwaffe, die alle Corona-Probleme löst. Diese App bedeutet aber auch nicht das Ende unserer Privatsphäre oder den Beginn einer Totalüberwachung. Das Proximity-Tracing-System ist ein pragmatisches Mittel, das uns hilft, Freiheiten zu geniessen, arbeiten zu gehen, Freizeitaktivitäten aufzunehmen, Reisen zu machen und uns weiterhin solidarisch zu zeigen in der Bekämpfung des Virus.

Denn Solidarität ist auch gefragt, wenn ich die App nutze. Gesunde und mobile Menschen können sich dank der App solidarisch mit den Menschen zeigen, die zu einer Risikogruppe gehören, solidarisch mit allen, die eine medizinische Behandlung benötigen, solidarisch mit dem Gesundheitspersonal, solidarisch mit all den Menschen, die aufgrund ihrer Arbeitstätigkeit an einer Kasse oder in der Logistik einem höheren Ansteckungsrisiko ausgesetzt sind.

Für die SP-Fraktion waren und sind in Bezug auf das Proximity Tracing folgende Punkte zentral:

Es müssen gesetzliche Grundlagen vorhanden sein, und sie müssen zeitlich limitiert sein. Das erfüllen wir heute. Datenschutzbestimmungen müssen erfüllt sein, und es dürfen keine Geolokalisierungsdaten erhoben werden – das ist auch erfüllt. Der Eidgenössische Datenschutz- und Öffentlichkeitsbeauftragte wurde von Anfang an eng einbezogen und wird die Umsetzungsphase beaufsichtigen.

Ein weiterer Punkt: Die Nutzung oder eben auch die Nichtnutzung muss freiwillig sein. Es darf keine Diskriminierung geben. Das ist mit Artikel 60a Absatz 3 sichergestellt. Die Herausgeberin der App ist die öffentliche Hand, und die Software ist Open Source, wir haben es gehört. Wenn sich Nutzerinnen und Nutzer solidarisch verhalten, sollen ihnen daraus keine Nachteile entstehen. Das ist für uns auch ein wichtiger Punkt.

Zuletzt muss dieses Proximity-Tracing-System epidemiologisch Sinn machen und in eine Gesamtstrategie eingebettet sein.

Aufgrund der Ausführungen in der Botschaft gab es doch noch ein paar Unklarheiten betreffend die Sicherstellung der freiwilligen Nutzung. Wenn ich als Arbeitnehmerin z. B. die Meldung aus der App erhalte, verletze ich dann keine Treue- oder Sorgfaltspflichten gemäss OR oder Artikel 6 des Arbeitsgesetzes, wenn ich diese Meldung meinem Vorgesetzten,

meinem Arbeitgeber nicht weiterleite? Es war nicht ganz klar, ob die Freiwilligkeit auch diesen Fall umfasst.

In der Zwischenzeit wurde diese Unklarheit ausgeräumt, und ich kann somit den Antrag meiner Minderheit zur Ergänzung von Artikel 60a Absatz 3 zurückziehen. Ich danke Herrn Bundesrat Berset, wenn er dazu noch eine Klärung anfügen kann.

Nous nous trouvons désormais dans la phase d'endiguement de l'épidémie. Depuis samedi dernier, les mesures de lutte contre le coronavirus ont été largement assouplies. Durant cette phase, une application peut compléter le travail de traçage classique des chaînes d'infection réalisé par les cantons. En effet, l'application peut nous aider à retrouver nos libertés, à travailler, à nous consacrer à nos loisirs, à voyager, tout en continuant à faire preuve de solidarité dans la lutte contre le virus.

Le groupe socialiste soutient l'entrée en matière et la modification urgente de la loi sur les épidémies par l'introduction d'un système de traçage de proximité, car les éléments fondamentaux, comme l'utilisation sur une base volontaire, une forte protection des données et la non-discrimination, sont respectés dans ce projet de loi.

Erlauben Sie mir noch eine kurze Rückblende. Bei der Behandlung des Gesetzes für die Einführung einer elektronischen ID wurde im Parlament viel Negatives über die IT-Kompetenz des Bundes erzählt. Er sei nicht in der Lage, hiess es, vertrauenswürdige, sichere und funktionierende IT-Lösungen anzubieten, weshalb das die Privaten tun müssten – mit dem Resultat, dass das E-ID-Gesetz vorsieht, dass Unternehmen wie Versicherungen oder Telekommunikationsfirmen E-ID herausgeben sollen. Die SP-Fraktion war schon damals überzeugt, dass diese Aufgabe in die öffentliche Hand gehört, dies aber natürlich eine Zusammenarbeit mit Privaten nicht ausschliesst. Die Entwicklung der Swiss-Covid-App und die Zusammenarbeit zwischen den Eidgenössischen Technischen Hochschulen, dem Edöb, IT-Experten, Epidemiologen, verschiedenen Verwaltungsstellen und Privaten zeigt, dass diese Argumente haltlos waren und diese vorbildliche Kooperation und Aufgabenteilung auch bei der Herausgabe einer E-ID angewendet werden könnten. Zum Glück werden die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger an der Urne die E-ID-Vorlage ablehnen können.

Zurück zu heute: Weil für die Einführung des Proximity-Tracing-Systems die zentralen Punkte der Freiwilligkeit, eines starken Datenschutzes und der Nichtdiskriminierung mit dieser staatlichen App erfüllt sind, wird die SP-Fraktion auf die dringliche Änderung des Epidemiengesetzes eintreten, die verbleibenden Minderheitsanträge Wasserfallen Flavia unterstützen und die Einzelanträge Addor und Bäumle ablehnen.

Hess Lorenz (M-CEB, BE): Diese Vorlage nicht anzunehmen, ist etwa so, als würde man künftig kein Alka-Seltzer mehr konsumieren, weil irgendwo auf dem Beipackzettel steht, es könne ab und zu auch Kopfweg verursachen. Salopp ausgedrückt, geht es um die Frage der totalen Sicherheit ohne irgendwelche Nebenwirkungen.

Die Mitte-Fraktion ist für Eintreten und unterstützt überall die Mehrheit, lehnt folglich die Minderheitsanträge hier auf dieser Fahne ab. Es ist wie bei allen Fragen zu Covid-19, die uns jetzt umtreiben: Es geht um die Zukunft, und da sind wir zwangsläufig ein bisschen unsicher. Ein Thema ist die Impfung; da blicken wir in die Zukunft. In die unmittelbare Zukunft blicken wir auch mit der Tracing-App. Es ist interessant, es gibt Parallelen zwischen diesen beiden an sich verschiedenen Geschäften: Beides soll dazu dienen, irgendwann eine zweite Welle dieser Pandemie in den Griff zu kriegen, und bei beidem ist nicht ganz sicher, ob sich der Erfolg dann einstellt – das trifft für die Impfung zu, und das trifft auch für die Tracing-App zu.

Interessant ist nun aber, dass im Falle der Impfung keine Opposition betrieben wird. Ich habe noch nirgends gehört oder gelesen, man solle sofort mit der Impfstoffentwicklung aufhören, denn es könnte ja – wie bei jeder Impfung – sein, dass die dann auch irgendwie und irgendwann nicht so gut verträglich ist; es könnte ja sein, dass auch sie, wie beispielsweise eine Grippeimpfung, Nebenwirkungen hat. Dazu sagen wir

nicht Nein. Wir denken, die Chancen, hier einen Erfolg zu erzielen, überwiegen dermassen, dass man daran weiterarbeiten soll, im Wissen darum, dass das dann wohl auch nicht der 120-prozentige Superstoff sein wird, sondern einfach eine Impfung, die hoffentlich in den meisten Fällen wirkt.

Umgekehrt ist es bei der Tracing-App schon so, dass gleich zu Beginn sehr gross "Achtung, Gefahr!" an die Wand geschrieben oder ausgerufen wird. Wie eingangs gesagt: Es ist, wie wenn man sich bei einem Medikament auf den Beipackzettel oder auf eine Bemerkung im Beipackzettel konzentrieren würde, ohne dabei zu realisieren oder zu würdigen, dass das Medikament doch eine grosse Chance hat, erfolgreich zu therapieren – wobei es hier natürlich nicht ums Therapieren geht.

Denken wir zurück: Am Anfang war das Tracing noch ein grosses Thema. Das Wichtigste am Anfang der Corona-Zeit – vielleicht erinnern Sie sich – war, dass bei jedem Anlass minuziös eine Liste der Teilnehmerinnen und Teilnehmer geführt wurde, um diese benachrichtigen zu können. Man hätte also alle Teilnehmerinnen und Teilnehmer auch einer kleinen Versammlung, etwa eines Vereins, als eine solche noch gestattet war, angerufen und informiert, wenn eine infizierte Person anwesend gewesen wäre, und dann hätten alle Personen, die dort waren, Konsequenzen ziehen müssen. Das Tracing wird ja von den kantonsärztlichen Diensten so oder so gemacht. Hier wird es jetzt einfach dem modernen Stand der Technik angepasst.

Es ist eben nicht mehr die Liste, die an der Vereinsversammlung auf dem Tisch liegt. Es ist übrigens auch nicht die Liste, die gemäss Empfehlung von Gastro Suisse in den Restaurants auf dem Tisch liegt und mit ein Grund dafür ist, dass die Restaurants im Rahmen dieses Konzepts wieder öffnen könnten – etwas, das uns allen am Herzen gelegen ist. Da wehren wir uns, glaube ich, auch nicht gegen die Liste. Warum? 1. Es ist freiwillig, in dieses Restaurant zu gehen. 2. Es ist freiwillig, sich auf der Liste einzutragen. Wenn ja aus Gründen der Sicherheit: Vielleicht kann die App zu dieser dienen.

Ich glaube, es ist auch interessant zu sehen, welche Möglichkeiten sich mit der App bieten, wenn, wie von verschiedenen Fachleuten gefordert, künftig die Entwicklung einer zweiten Welle regional oder kantonal bekämpft werden sollte und man sich künftig also daran orientiert, wo das "Nest" sein könnte, so, wie das einmal zu Beginn der Geschichte der Ort Ischgl war. Dazu ist die Tracing-App natürlich ein sehr gutes Mittel. Denn da sieht man dann auch die Ballung, die möglicherweise irgendwo stattfindet, respektive die Leute, die die App verwenden, sehen dann, wo die Gefahr lauert. Mehrere Warnungen geben Aufschluss darüber, wo sich das Virus allenfalls neu ausbreitet.

Was ich nicht ganz verstehe, ist, dass wir einerseits in der grossen Breite, denke ich, für Lockerungen sind, Lockerungen der Massnahmen, die wir sehnlichst herbeisehen oder -gesehen haben, und andererseits diese Tracing-App bekämpfen. Das passt nicht zusammen. Lockerung geht einher mit solchen Massnahmen. Ansonsten müsste man ja wieder die alten Massnahmen des Lockdowns aktivieren. Das möchte wohl niemand, genauso wenig, wie wir ein zweites Mal in diese Situation geraten möchten.

Wenn man kurz die Entstehungsgeschichte dieser App ein bisschen anschaut, dann kann man, glaube ich, ohne dass man IT-Spezialist ist, sagen: Das ist nahe an einem Masterpiece, wie man so etwas heute offen und transparent gestalten kann, wenn alle wollen. Die Vorteile wurden schon erwähnt. Wir haben beispielsweise quasi eine doppelte Freiwilligkeit: 1. Die Leute können wählen, ob sie die App herunterladen wollen. 2. Sie können auch noch wählen, ob sie, wenn die Meldung kommt, dieser Glauben schenken bzw. sie ernst nehmen wollen. Also, freiwilliger geht fast nicht. Open Source – das wurde schon erwähnt – ist nicht ein hohles Wort, das ist ein internationaler Standard. Die Dezentralisierung der Daten ist, glaube ich, auch ein wichtiger Punkt.

Wie gesagt: Totale Sicherheit, die gibt es nie. Kollege Glarner hat richtigerweise ein paar Beispiele genannt. Ich glaube, wir müssten dann sofort aufhören, auf "Local" eine Telefonnummer nachzuschlagen oder auf der Biketour die Karten-App

aufzuschalten oder uns irgendwo in einem Kongresszentrum ins Guest-WLAN einzutragen usw. Sie kennen diese Beispiele. Das, denke ich, wäre dann die Konsequenz, hier ganz darauf zu verzichten. Das machen wir natürlich nicht! Deshalb sollten wir diesem System eine Chance geben. Es ist im Moment das beste vorhandene Mittel.

Ich komme am Schluss noch einmal auf die Impfungen zurück. Wann werden Impfungen empfohlen? Sie werden dann empfohlen, wenn der Nutzen das Risiko unerwünschter Nebenwirkungen bei Weitem überwiegt. Deshalb sollte man das versuchen und den Personen, die das anwenden möchten, diese Chance geben. Wir sind deshalb für Eintreten und für die Mehrheit. Ganz nebenbei vermeiden wir, wenn wir das so machen, noch eine Zusatzrunde zwischen den beiden Räten – von Effizienz sprechen wir hier in diesem Saal ja auch gerne.

Weichelt-Picard Manuela (G, ZG): Die Grünen sind erfreut darüber, dass ihr Antrag auf eine Kommissionsmotion erfolgreich war, die bezweckt, dass der Bundesrat nicht mit einer Notverordnung über die Einführung einer solchen App beschliesst, sondern das Parlament wieder das letzte Wort hat. Eine Covid-19-Tracing-App muss auf einem Parlamentsbeschluss aufbauen, freiwillig sein, den Zugang zu Gratistests ermöglichen und darf sensible Daten nicht zentral speichern; das waren unsere Forderungen, die nun erfüllt sind.

Die App soll helfen, die Infektionsketten des Coronavirus besser zu erkennen und dafür zu sorgen, dass im Zuge der vom Bundesrat beschlossenen Lockerungen für das öffentliche Leben die Ausbreitung des Coronavirus nicht wieder stark ansteigt. Wenn wir in den kommenden Wochen nicht 60 Prozent der in der Schweiz lebenden Personen von der App überzeugen können, hat der Berg eine Maus geboren. Dann verkommt die App zu einem 6 Millionen Franken teuren Spielzeug.

Das Vertrauen der Laien, und um die geht es hier, muss vorhanden sein, sonst erreichen wir die geforderten 60 Prozent der Bevölkerung nie, welche die App einsetzen sollen. Der Bund muss verständlich erklären, wie die Schnittstellen von Apple und Google funktionieren, wer genau was macht und wer was nicht macht. Wir dürfen uns aufgrund der App aber auch nicht in falscher Sicherheit wiegen. Die Gefahr von falschen Warnungen schätze ich als relativ gross ein. Warum? Die App alarmiert auch, wenn wir in den SBB während 15 Minuten hinter einer positiv getesteten Person sitzen, wenn die Person hinter Plexiglas ist, eine Maske trägt oder wenn unser Handy irgendwo ohne uns in einem anderen Raum ist und zum Beispiel neben einem anderen Handy aufgeladen wird.

Der Bund erwartet von den Personen, die eine Warnmeldung erhalten haben, dass sie freiwillig in die Quarantäne gehen. Gleichzeitig ist weder der Bundesrat noch die Mehrheit der Kommission bereit, einen Erwerbsersatz zu garantieren. Dabei wäre es ein Einfaches, die Covid-19-Verordnung zum Erwerbsausfall zu ergänzen und bei Ablauf der Verordnung in ordentliches Recht zu überführen.

Wenn Homeoffice aus räumlichen oder beruflichen Gründen nicht möglich ist, dann verzichtet doch kaum jemand auf seinen Lohn. Die Schlussfolgerung ist relativ einfach: Man hofft, nicht krank zu werden. Auch deshalb ist es enorm wichtig, dass eine App-Warnung dem Arbeitgeber nicht gemeldet werden muss, sprich nicht unter die allgemeine Treuepflicht gemäss Artikel 321a Absatz 1 OR fällt.

Die Ergebnisse aus der Testphase sollen, so wurde die SGK informiert, am 5. Juni vorliegen. Ich bitte den Bundesrat, das Parlament über die Ergebnisse aus dem Pilot zu informieren. Die grüne Fraktion beantragt Ihnen Eintreten und Zustimmung zur Vorlage – einige mit grosser, andere dagegen mit sehr verhaltener Begeisterung, um es positiv auszudrücken.

Porchet Léonore (G, VD): Après la période de semi-confinement, nous voici maintenant dans celle du traçage. Cette application part d'une bonne intention. Les Verts ont néanmoins, dès le début, tenu à ce que ce projet, qui n'a rien d'anecdotique, soit développé correctement. Il fallait notamment qu'une base légale existe et que l'application ne soit pas

imaginée et encadrée par le droit d'urgence. C'est pourquoi nous pouvons aujourd'hui en traiter dans ce plénum.

Pour les Verts, il fallait aussi que cette application respecte des conditions strictes, fondamentales, pour garantir la protection des données et les droits de toutes et tous: pas de géolocalisation, des données stockées de manière décentralisée et une liberté d'utilisation. Ces garanties obtenues du Conseil fédéral, il convient à présent de parler du projet lui-même.

En ce qui concerne la participation volontaire et les garde-fous prévus contre les discriminations, les inquiétudes des Verts ont été entendues. Mais par la suite, les choses se compliquent car, selon le processus préconisé par le Conseil fédéral, la personne alertée par le biais de l'application est invitée à éviter les contacts physiques pendant les dix jours qui suivent la rencontre, ou jusqu'à ce qu'un résultat de test négatif soit confirmé. Une forme d'autoquarantaine qui n'est pas considérée dans le projet comme un facteur donnant droit au maintien de son salaire.

Cet élément, selon les Verts, met fortement en doute la pertinence, pour la population, d'utiliser l'application. Pourquoi entreprendre une démarche qui entraîne potentiellement une perte de salaire, voire une perte d'emploi? D'autant plus que le doute quant à un vrai risque de contagion est permis, car la technologie Bluetooth a des limites importantes. Les Verts considèrent dès lors que l'efficacité du projet est compromise et que c'est dépenser beaucoup d'argent pour trop peu de résultats.

De plus, des questions demeurent quant à la protection des données. En effet, l'interface permettant la fonctionnalité du traçage Bluetooth reste la propriété de Google et d'Apple. Ces grands groupes d'affaires ont pour but d'exploiter et de commercialiser nos données. Or, ce sont ces groupes qui vont réaliser tous les traitements nécessaires au fonctionnement de l'application.

Il est donc indispensable aujourd'hui – et nous le demandons au Conseil fédéral – de se positionner clairement sur l'implication de Google, Amazon, Facebook, Apple (Gafa) dans cette entreprise.

Face à ces interrogations, une partie des Verts va s'opposer au projet, l'autre partie va s'abstenir ou le soutenir sans enthousiasme.

Je termine en rappelant que les tests diagnostiques sont un outil bien plus efficace que ce gadget qu'est l'application Swiss-Covid. Heureusement que nous nous apprêtons à corriger le projet du Conseil fédéral sur ce point et à introduire un test gratuit en cas d'alerte reçue sur l'application. Dans la phase actuelle d'endiguement de l'épidémie, M. le conseiller fédéral Berset a pourtant rappelé la semaine dernière, devant le Conseil des Etats, à quel point le fait de tester tout individu présentant des symptômes, même légers, était primordial. Cependant, le Conseil fédéral a mis en place un système de remboursement des tests qui est compliqué, opaque et cher, et qui obligera les gens ayant une franchise élevée à payer de leur poche ces tests.

La réalité financière difficile d'une partie grandissante de la population va avoir sans aucun doute comme conséquence que beaucoup vont renoncer à grever leur budget pour une petite toux ou un peu de fièvre. Face à cette vérité, il faut mettre au placard le dogmatisme aveugle de la responsabilité individuelle par le portemonnaie, et répondre avec pragmatisme: des tests gratuits, hors de la logique de la franchise et de la quote-part, sont indispensables pour toutes les personnes qui ont un doute, y compris pour les personnes à risque. Ou alors, il faut dire franchement que l'on préfère défendre son pré carré idéologique, plutôt que de faire face efficacement à l'épidémie.

Silberschmidt Andri (RL, ZH): Die Corona-Pandemie hat die Politik und die Gesellschaft seit Monaten im Griff. Die Gesundheit der Bevölkerung und damit jedes einzelnen Menschen stand in der Eindämmung des Virus stets an erster Stelle. Dieses Vorgehen wird und wurde auch von der FDP unterstützt. Das gesundheitliche Wohlbefinden ist aber nicht nur von der Pandemie selbst, sondern auch von den Massnahmen zur Eindämmung der Pandemie beeinträchtigt.

Die Einschränkung vieler Grundrechte und das Herunterfahren der Wirtschaft haben nicht nur Existenzängste ausgelöst, sondern auch viele Menschen vor existenzielle Herausforderungen gestellt. Deshalb war für die FDP früh klar, dass es eine Strategie braucht, um den weiteren Verlauf der Pandemie so zu managen, dass die langfristigen, wirtschaftlich negativen Auswirkungen möglichst gering ausfallen. Die vorliegende Änderung des Epidemiengesetzes leistet einen wichtigen Beitrag dazu.

Es ist im Interesse aller, einerseits eine zweite Welle von Ansteckungen und andererseits auch einen zweiten Shutdown von Gesellschaft und Wirtschaft zu verhindern. Um dies zu erreichen, müssen neue Ansteckungen so gut wie möglich zurückverfolgt werden, sodass potenziell gefährdete Personen in Quarantäne gehen können. Mit dieser sogenannten Containment-Strategie kann die Infektionskette unterbrochen und damit ein exponentielles Wachstum von Ansteckungen verhindert werden. Die Verantwortung dieser Umsetzung liegt bei den Kantonen, insbesondere den Kantonsärztinnen und Kantonsärzten, die mit minuziöser Arbeit versuchen, nachzuvollziehen, wer mit wem in Kontakt war.

Um diese Arbeit zu vereinfachen, war schon länger der Einsatz einer Applikation im Gespräch, welche die Arbeit der Kantonsärztinnen und Kantonsärzte zwar nicht ersetzen, aber ergänzen kann. Im Rahmen dieser Diskussionen kam die Befürchtung auf, dass es einen Zwang zur Nutzung geben wird. Ebenfalls wurden datenschutzrechtliche Bedenken geäussert. Aus diesem Grund haben die Staatspolitischen Kommissionen des Nationalrates und des Ständerates zwei gleichlautende Motionen (20.3144; 20.3168) eingereicht, in welchen der Bundesrat aufgefordert wird, eine gesetzliche Grundlage für eine Applikation auszuarbeiten, die auf Freiwilligkeit beruht. Der Quellcode soll zudem öffentlich zugänglich sein, und die Daten sollen dezentral abgespeichert werden. Dezentral bedeutet, dass nur mein eigenes Handy weiss, ob ich potenziell infiziert bin oder nicht. Keine Behörde hat auf diese Daten Zugriff. Das wäre rein technisch auch gar nicht möglich.

Die FDP-Liberale Fraktion begrüsst diese Grundsätze sehr und ist erfreut darüber, dass in der gesetzlichen Anpassung die erwähnten Bedenken ausgeräumt werden konnten. Man kann schon fast von einem digitalen Vorzeigeprojekt sprechen, wenn man bedenkt, wie der Bund sonst digitale Gesetzgebungen anpackt.

Speziell zu erwähnen ist, dass die App sämtliche aktuellen datenschutzrechtlichen Bestimmungen einzuhalten hat. Weiter ist es die erste App, welche die Bluetooth-Schnittstelle von Google und Apple verwendet, sodass die Fehlerquelle in der Anwendung stark minimiert werden kann.

Die zentralen Forderungen der FDP-Liberalen Fraktion nach Freiwilligkeit, Datenschutz und Open Source wurden somit erfüllt. Gleichwohl gaben einige Punkte zu reden, auf die ich an dieser Stelle gerne eingehen möchte:

1. Erhalte ich eine Erwerbsersatzentschädigung, wenn ich mich freiwillig in Quarantäne begeben? Diese Frage haben wir in der Kommission ausführlich besprochen. Wir kamen zum Schluss, dass sie nicht mit der vorliegenden Änderung des Epidemiengesetzes beantwortet werden kann. Die Frage stellt sich nämlich grundsätzlich und auch für die klassische Quarantäne, da die Notverordnung Mitte September ausläuft. Es braucht daher ohnehin eine Gesamtschau und eine Lösung für die Zeit nach Mitte September. Der Bundesrat hat diesbezüglich versichert, dass er uns zeitnah eine solche Lösung vorlegen werde, weshalb es nur eine neue Herausforderung wäre und neue Probleme schaffen würde, wenn wir heute diese Frage nach dem Erwerbsersatz auch noch regeln würden.

2. Wurde die Lancierung der App aufgrund dieser zusätzlichen Schläufe verzögert? Uns wurde versichert, dass die Lancierung der App aufgrund der gesetzlichen Grundlage nur um wenige Wochen verzögert worden sei. Es war ohnehin angedacht gewesen, die App zuerst einer Test-Community zur Verfügung zu stellen, bevor sie lanciert wird. An dieser Stelle muss ich festhalten, dass mir eine Verzögerung von wenigen Tagen lieber ist, als eine App zu haben, welche datenschutzrechtlich nicht ausgereift ist und die freiwillige Nut-

zung nicht gewährleistet. Wäre dieser Fall eingetroffen, würden wohl nur wenige die App nutzen. Es ist zu hoffen, dass die Bedenken bezüglich des Datenschutzes aufgrund der intensiven politischen Debatte und der hier vorliegenden gesetzlichen Grundlage ausgeräumt werden konnten und dass die Bevölkerung der App vertrauen und diese freiwillig nutzen wird.

3. Was passiert, wenn mir die App eine potenzielle Ansteckung anzeigt? Vorerst passiert nichts. Die Information ist nur auf meinem Gerät ersichtlich, und es liegt dann an mir, ganz eigenverantwortlich zu handeln. Es wird mir empfohlen, strengere Schutzmassnahmen einzuhalten, umzusetzen und den Kontakt mit anderen Personen so gut wie möglich zu vermeiden. Fühlt man entsprechende Symptome, soll der Arzt aufgesucht werden, und man soll sich allenfalls testen lassen. Wenn dieser Test positiv ausfällt, folgen die gleichen Massnahmen wie auch beim klassischen Tracing.

4. Ich habe nicht nur hier und heute, sondern auch in der Kommissionsberatung Vergleiche mit staatlichen Überwachungen aus dem letzten Jahrhundert gehört, Vergleiche mit irgendwelchen Büchern, die man mehr oder weniger gelesen hat. Hierzu kann ich Ihnen nur sagen: Ich finde es eine unglaubliche Verharmlosung der staatlichen Taten und Untaten des letzten Jahrhunderts, wenn man diese App, die auf Freiwilligkeit setzt und bei welcher der Staat gar keinen Zugriff auf die Daten hat, auch nur ansatzweise mit Machenschaften des letzten Jahrhunderts vergleicht. Es ist eine Verharmlosung dieser Verbrechen und auch eine Irreführung der Bevölkerung heute, wenn man so tut, als ob diese App nur annähernd etwas mit den damals durchgesetzten staatlichen Überwachungsmassnahmen zu tun hat.

Zu Kollege de Courten: Natürlich wurden während der Debatte sehr viele Fragen aufgeworfen – nach dem Open Source, nach der Freiwilligkeit. Doch diese Fragen wurden ja alle in der Kommission beantwortet. Wenn jetzt jemand auf die Idee kommt, wie zum Beispiel Kollege Bäumle, die Freiwilligkeit relativieren zu wollen, dann wird ja hier und heute darüber diskutiert und abgestimmt. Wir können doch nicht bei jeder gesetzlichen Änderung schon von vornherein Nein sagen, weil wir Bedenken haben, dass irgendwann vielleicht einmal eine Frage aufgeworfen wird, bei der man anderer Meinung ist. All diese Fragen, die Sie aufgeworfen haben, haben wir abschliessend diskutiert, sie sind im Gesetz abschliessend geregelt. Wenn es weiter gehen würde, wäre ich auch dagegen, aber diese Frage stellt sich heute nicht.

Zu Kollegin Wasserfallen: Nicht alles, was hinkt, ist ein Vergleich. Sie können natürlich das E-ID-Gesetz jetzt nicht direkt mit dem Proximity Tracing vergleichen, respektive wenn Sie es trotzdem tun, müssen Sie auch sagen, dass eben auch das Contact Tracing, über das wir heute diskutieren, von einer privaten Firma entwickelt und lanciert wurde; also genau wie bei der E-ID, wo man eben darauf setzt, dass der Staat sagt, was gefordert ist, und Private es dann umsetzen. Das ist bei diesem Gesetz auch der Fall. Es ist nicht das BAG, das Codierer angestellt hat, die Tag und Nacht programmieren, sondern es sind eben private Entwickler, Start-ups, die diese Innovationen zur Verfügung stellen. Ihr Werbespot wäre also eher für als gegen das E-ID-Gesetz gewesen, aber das können wir dann gerne in Ruhe noch diskutieren.

Für die FDP als Partei des Fortschritts ist klar, dass das Contact Tracing nicht nur analog, sondern auch digital stattfinden soll. Dass bei der digitalen Verfolgung die Sensibilität höher ist, scheint nachvollziehbar zu sein. Deshalb haben wir die damit verbundene politische Debatte angestoßen und befinden heute über die vorliegende Gesetzesänderung, um wirklich alle Bedenken auszuräumen. Ich bin froh, dass uns das gut gelungen ist und wir hoffentlich bald die App nutzen können, um so auch selber und eigenverantwortlich einen Beitrag zur Eindämmung der Corona-Pandemie leisten zu können.

In diesem Sinne wird die FDP-Liberale Fraktion auf das Geschäft eintreten, der Mehrheit der Kommission folgen und entsprechend die Minderheitsanträge wie auch die Einzelanträge ablehnen.

de Courten Thomas (V, BL): Herr Silberschmidt, Sie haben mich angesprochen. Meine Gegenfrage: Wir sind uns einig, dass der Bundesrat die Wirksamkeit dieser App überprüfen muss. Wenn er feststellt, dass sie unwirksam ist, wo wird er zu schrauben beginnen – bei der Freiwilligkeit, bei der Anzahl gesammelter Daten, bei der Aufzählung der Daten, die er weitergibt? Wird der Bundesrat im Fall der Unwirksamkeit dieser App dieses Projekt einfach beenden, oder wird er an diesen Grundpfeilern rütteln?

Silberschmidt Andri (RL, ZH): Besten Dank für diese Frage, Herr Kollege de Courten. Ich weiss nicht, ob Sie eine Zauberkegel haben; ich habe keine. Wo der Bundesrat entsprechende Massnahmen ansetzen würde, können wir uns heute nur ausdenken, aber das sind schlussendlich nicht die Fakten, die auf dem Tisch liegen, weil wir diese nicht kennen. Wenn der Bundesrat zum Schluss käme, dass es gesetzliche Anpassungen bräuchte, um die Wirksamkeit zu erhöhen, dann würden wir es mit dem Wissen und Gewissen, das wir dann hätten, entsprechend beurteilen. Die Überzeugungen, die wir haben – nach Freiwilligkeit der Nutzung, nach Open Source und nach Datenschutz –, werden wir natürlich nicht ändern. Aber was der Bundesrat entscheiden würde, wenn etwas eintreffen würde, das können weder Sie noch ich wissen.

Bellaïche Judith (GL, ZH): Mit der Tracing-App dürfen wir die Menschen nicht vor die Wahl stellen, sodass sie sich zwischen dem Schutz ihrer Gesundheit und dem Schutz ihrer Privatsphäre entscheiden müssen. Die Tracing-App ist eine einmalige Chance, ein technisches Hilfsmittel für die Eindämmung einer weiteren Infektionsquelle einzuführen. Gleichzeitig schwingen in der Bevölkerung Ängste vor staatlicher Überwachung mit. Diese Bedenken müssen wir ernst nehmen, wenn wir die Tracing-App zum Erfolg führen wollen, weshalb wir mit der Schaffung einer sauberen gesetzlichen Grundlage das Fundament für das Vertrauen der Bevölkerung legen.

Technisch gesehen ist die App so beschaffen, dass sie eine maximale Privacy vorsieht. Sie kann keine persönlichen Daten, Bewegungsdaten, Verhaltensmuster, geschweige denn Gesundheitsdaten speichern. Selbst wenn wir es wollten – sie kann es nicht, und das ist gut so. Wieso braucht es also ein Gesetz? Es ist nötig, weil wir die absolute Freiwilligkeit sicherstellen wollen. Das heisst, dass wir einerseits staatlichen Zwang, andererseits auch privaten Zwang zur Nutzung der App ausschliessen wollen – für jetzt, aber auch für später. Wir wollen keine Hintertüren, keine Kontrollen und keine Diskriminierung, auch nicht in Raten, und dafür reicht es eben nicht aus, dass die App per se, "by design", lupenrein ist, sondern auch die Rahmenbedingungen für die Anwendung müssen es sein. Es war die Aufgabe der Entwickler, eine State-of-the-Art-Technologie hervorzubringen, es ist jedoch unsere Aufgabe als Politiker, dafür zu sorgen, dass sie tatsächlich genutzt wird. Dazu gehört auch, Anreize für die Nutzung sowie die Befolgung der Verhaltensregeln zu setzen. Niemand sollte benachteiligt werden, wenn er die App nicht nutzt, und noch weniger, wenn er sie nutzt.

A tous ceux qui étaient scandalisés par le prétendu retard causé par l'élaboration de la base légale pour le lancement de l'application, permettez-moi de dire que mieux vaut lancer une application deux semaines plus tard avec l'approbation de notre population que deux semaines plus tôt sans celle-ci.

Face au nombre actuel d'infections qui est très faible, il est probable que la motivation à télécharger l'application soit également faible, et nous faisons bien de bénéficier de ce temps qui nous est offert pour améliorer les chances de cette application. Car pour ce lancement unique de l'application, la confiance de notre population sera essentielle, et nous ne pouvons pas nous permettre de flop. Nous ne pouvons pas prendre le risque d'introduire un système de surveillance ou de contrôle étatique sous prétexte d'endiguer la pandémie.

Bien sûr, il y a divers acteurs au sein de l'administration et aussi parmi nous, parlementaires, qui auraient de l'appétit pour davantage de données. Ils auraient préféré élargir le but de l'application et la collection de données à des fins d'analy-

se plus sophistiquée destinée à des conclusions éventuellement plus fiables. Bien sûr, du point de vue strictement scientifique, cela est défendable. Mais voilà, fréquemment c'est la confiance qui l'emporte sur la science, et pour cause: un coup d'oeil vers de nombreux pays asiatiques, voire même de l'autre côté de l'Atlantique, montre qu'une certaine méfiance est légitime. Cela est d'autant plus louable que ce sont justement les scientifiques qui se sont tant battus pour la protection des données.

Par ce même raisonnement, il nous faut résister au besoin de vérifier l'adhésion des gens à l'application. Comment, alors, allons-nous contrôler que les personnes se plieront aux instructions de comportement? La réponse est toute simple: nous ne le contrôlerons pas. L'application est un instrument d'autoresponsabilité, et elle doit le rester. Cette loi y veillera.

Par ailleurs, nos travaux parlementaires ont permis plusieurs compléments, voire améliorations, quant aux conditions d'utilisation de l'application qui inciteront davantage à la télécharger. Nous sommes particulièrement satisfaits par la proposition d'offrir gratuitement, à chacun, de se faire tester au coronavirus sur simple présentation du message de l'application. Cela facilitera l'élimination des alertes de faux positifs et, de ce fait, la méfiance des gens envers les conséquences potentiellement défavorables à leur égard.

Quant au courrier que nous avons tous reçu s'inquiétant que l'application menaçait économiquement nos entreprises si elles devaient mettre en quarantaine les employés présumés infectés, je n'y crois pas. Permettez-moi de vous dire qu'un employé présumé infecté est par-dessus tout un employé présumé contagieux. Nul employeur ne voudrait prendre le risque de le faire venir au travail. Le maintien du salaire d'un seul employé en quarantaine coûte nettement moins cher que de devoir fermer ses portes en raison d'une infection qui s'est répandue dans l'entreprise.

Nous soutenons donc la minorité Wasserfallen Flavia.

Die Schweiz hat mit dieser Tracing-App eine technologische Glanzleistung erschaffen. Sie hat das Potenzial, als weltweiter Standard für die digitale Unterstützung der Pandemiebekämpfung zu dienen. Unsere Schweizer Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftler haben bemerkenswerte Arbeit geleistet. Nun müssen wir als Legislative nachziehen und ein ebenso vorbildliches Gesetz hervorbringen, das auf gegenseitigem Vertrauen beruht. Denn jetzt muss auch der Staat der Bevölkerung vertrauen und ihr Eigenverantwortung zutrauen. Die Beschaffenheit der App setzt zusammen mit der Beschaffenheit dieser gesetzlichen Vorlage einen Grundstein für die nachhaltige Digitalisierung in der Schweiz.

Ich danke Ihnen für Ihre Unterstützung.

Berset Alain, conseiller fédéral: Comme cela a été rappelé par les deux rapporteurs tout à l'heure, nous sommes entrés, depuis le début du mois de mai dernier, dans une phase dite d'endiguement. L'objectif, dans ce cadre, est de pouvoir retracer les chaînes de transmission, de manière systématique, grâce au traçage des contacts, et de pouvoir ensuite procéder aux mesures d'isolement, pour les personnes positives, et de quarantaine pour celles que l'on peut présumer avoir été atteintes par le virus.

Sur le principe, ce traçage des contacts est quelque chose de connu, déjà depuis longtemps, même s'il est vrai qu'il n'a pas été pratiqué à très large échelle dans la mesure où il concerne des maladies relativement peu courantes. Dans sa forme classique, ce traçage est une enquête d'entourage, une recherche de contacts, suivie de contacts téléphoniques qui sont diligentés par les médecins cantonaux de manière à pouvoir procéder aux isolements et aux quarantaines.

Contrairement au traçage classique des contacts, cette application permet d'aller un peu plus loin. Elle permet de connaître aussi des possibles rencontres entre des personnes qui se seraient peut-être infectées alors qu'elles ne se connaissent pas, qui ne pourraient donc pas figurer dans une enquête de voisinage ou de contacts classique. Il s'agit donc véritablement d'un complément – je crois que cela a été également dit par les rapporteurs – au traçage classique et non pas d'un remplacement de la méthode classique.

Il y a eu ensuite la volonté du Conseil fédéral d'avancer avec ce projet, et, sur mandat du Parlement, de créer une base légale prévoyant notamment que les solutions techniques soient décentralisées et que l'utilisation de l'application soit volontaire. Deux motions en ce sens ont été adoptées durant la session qui s'est tenue ici-même au début du mois de mai dernier. Dans l'intervalle, le Conseil fédéral a revu sa manière de travailler et a décidé de procéder en deux étapes, on peut le dire, je crois, avec l'accord des commissions compétentes. Une première étape de test a été mise tout de suite en place sur la base de l'ordonnance existante, et en parallèle nous avons préparé un message urgent à l'attention du Parlement pour fixer la base légale.

Permettez-moi de dire quelques mots sur le test, puisque des questions ont été posées à ce sujet. Le Conseil fédéral a adopté l'ordonnance temporaire de test le 13 mai 2020. La phase pilote a pu commencer quelques jours plus tard, le 25 mai 2020. Elle durera au maximum jusqu'à fin juin 2020. Cette phase de test a pour objectif de détecter d'éventuels défauts et problèmes techniques dans le fonctionnement de l'application, mais également d'améliorer sa facilité d'utilisation et de contrôler les processus médicaux. Puisque des questions ont été posées à ce sujet, j'y réponds volontiers.

Ce que nous pouvons dire, c'est que le 5 juin 2020, donc il y a quelques jours, l'application avait été téléchargée près de 60 000 fois. Jusqu'à présent, aucun code d'autorisation ou d'activation n'a été saisi dans l'application. Cela n'est pas étonnant, puisque si 60 000 personnes ont téléchargé l'application, cela concerne moins de 1 pour cent de la population. Or, on constate actuellement une vingtaine voire moins de nouvelles infections par jour.

Nous avons également des réponses d'utilisateurs pilotes qui montrent que les utilisateurs sont très satisfaits de la convivialité et de la conception de l'application. Jusqu'ici, aucun problème critique ou lié au système n'a été signalé dans le cadre du test de sécurité publique du Centre national pour la cybersécurité. Voilà pour ce qui concerne la phase de test.

J'en viens au message urgent et au projet que le Conseil fédéral a pu adopter le 20 mai et qui vous est aujourd'hui soumis. Le projet vise à modifier la loi sur les épidémies en y insérant un nouvel article 60a. Il vise en particulier à régler le but et la finalité de la récolte de données, le principe de la participation volontaire, la prescription selon laquelle aucune discrimination ni aucun avantage ne doivent résulter de la participation ou de la non-participation au système, ainsi que les principes essentiels à la structure du système.

Par rapport à la question du caractère volontaire de la participation au système, qui fait écho à une discussion qui a été engagée devant votre conseil, je dois rappeler la disposition à l'article 60a alinéa 3 qui prévoit que la participation au système est volontaire et que toute autre disposition, même avec des individus qui auraient donné leur accord, que ce soit avec les autorités, des entreprises ou des particuliers, serait sans effet. C'est le premier élément qu'il faut rappeler clairement, à savoir qu'on ne peut pas déroger au caractère volontaire de la participation au système, qu'il n'y a pas de demi-volontariat ou de quart de volontariat. La participation doit être volontaire – et cette condition est clairement formulée dans le texte –, mais il y a également des précisions qui montrent comment cela pourra être appliqué.

Un autre élément à relever est l'ajout souhaité par le Conseil des Etats, qui prévoit que le système sera arrêté s'il n'est plus requis ou s'il se révèle insuffisamment efficace pour lutter contre l'épidémie. On ne peut pas imaginer renforcer l'efficacité en dérogeant à la participation volontaire, puisque ce critère est formulé de manière extrêmement claire dans le texte. Le Conseil fédéral n'a donc pas de marge de manoeuvre à ce sujet, ce que je souhaitais préciser pour que ce soit très clair dans le cadre de vos débats.

Je laisse de côté, parce que cela a déjà été rappelé dans le débat, les éléments de nature technique, pour rappeler d'autres éléments qui me paraissent importants.

D'abord, nous avons aussi une possibilité de prévoir des accords avec d'autres Etats pour, à certaines conditions, pouvoir contrer les risques liés à la mobilité internationale. Il faut que nous puissions conclure, dans ce cadre, des accords.

La base légale est limitée, vous l'avez vu, au 30 juin 2022. Donc le temps qu'elle soit adoptée et qu'elle entre en vigueur, elle aura encore deux ans, au maximum, devant elle. Si je dis "au maximum", c'est parce que le système pourrait être arrêté plus tôt s'il n'était plus nécessaire pour combattre cette épidémie. Il ne peut donc pas être utilisé pour d'autres épidémies.

Le Conseil des Etats, je viens de le dire, a ajouté un point qui prévoit que le système soit supprimé s'il s'avère inefficace. Vous me direz qu'il sera difficile de prouver l'inefficacité dans un temps si court, surtout aujourd'hui avec tellement peu d'infections. Donc il est bien possible qu'on n'arrive pas à voir s'il est efficace ou non avant que ce soit terminé, on pourra faire une analyse plus tard, mais c'est néanmoins un élément que le Conseil des Etats souhaitait ajouter, auquel nous n'avons évidemment aucune opposition à formuler.

J'aimerais maintenant parler un peu plus en détail du caractère volontaire. Cela me permettra de ne pas revenir tout à l'heure, lors de la discussion par article, sur ce point. Pour garantir le caractère volontaire, la loi sur les épidémies doit être complétée par une disposition pénale correspondante – c'est l'article 83 alinéa 1 lettre n, qui indique que la fourniture de prestation ne peut pas dépendre de la participation ou non au système de traçage de proximité. Ce que nous voulons garantir avec cela, c'est qu'il n'y ait aucun avantage ou désavantage qui puisse faire suite à l'utilisation ou à la non-utilisation de l'application, cela de manière à protéger et à garantir le caractère volontaire. Pour donner un exemple, il sera illégal d'exiger qu'un client utilise l'application pour être admis dans un restaurant ou dans un magasin. De même, un employeur qui interdirait l'utilisation de l'application à son personnel pourrait être sanctionné, et le mécanisme selon lequel cela peut être réalisé est indiqué d'ailleurs dans le message, c'est en lien avec le code pénal.

J'aimerais encore apporter deux précisions, en lien avec la thématique de l'information à l'employeur en cas de notification de l'application. Personne – et il faut que cela soit dit clairement –, personne n'est tenu d'informer son employeur qu'il a été en contact avec une personne contaminée. Cela étant, il faut évidemment informer l'employeur en cas de symptômes, si l'on décide par exemple de se mettre volontairement en quarantaine, ou si une quarantaine est ordonnée par le médecin cantonal. C'est une évidence, parce qu'à ce moment-là, on n'apparaîtra plus sur son lieu de travail. Dans ce cas, une information à l'employeur doit être assurée. Il est toutefois exclu que les employeurs puissent exiger des employés qu'ils utilisent l'application dans le cadre de leur activité professionnelle. Et toute résiliation de contrat pour un motif contrevenant aux principes du volontariat sera considérée comme un licenciement abusif.

Une autre question importante est celle des pertes de revenu. Le Conseil fédéral a fixé le principe général concernant ces allocations dans l'ordonnance sur les mesures en cas de perte de gain en lien avec le coronavirus. Cette dernière donne accès aux allocations en cas de quarantaine liée au coronavirus. Sa durée de validité est limitée à septembre 2020, et nous étudions actuellement la manière d'inscrire ce principe dans la loi au-delà de septembre 2020.

Concernant l'application et ses conséquences, il est important de clarifier l'ensemble du processus. Cela permettra de clarifier un certain nombre de points devant votre conseil. Tout d'abord, toute personne testée positive – il faut pour cela un test PCR – sera de toute façon mise en isolement, sur décision du médecin cantonal. Elle aura alors droit à une compensation de salaire, car un certificat médical sera établi. Indépendamment de l'application, tous les individus avec qui cette personne aura été en contact seront contactés par le médecin cantonal, qui décidera, après une analyse qualitative, de leur mise en quarantaine. Il s'agit alors d'une quarantaine ordonnée, qui donnera droit aux allocations pour perte de gain.

Pour en revenir à l'application, si la personne testée positive choisit de signaler le résultat de son test – et elle est libre de le faire ou pas, la "Freiwilligkeit" existe aussi de ce côté-là –, alors les utilisateurs de l'application qui auront été en contact avec elle, à moins de deux mètres, pendant plus de quinze

minutes, recevront une notification. Celle-ci va les inviter à contacter la hot-line gratuite, qui leur indiquera s'ils doivent contacter leur médecin ou le médecin cantonal. Le médecin ou le médecin cantonal fera ensuite une analyse qualitative, avec la possibilité d'ordonner la mise en quarantaine. Dans ce cas, puisqu'il s'agira d'une mise en quarantaine ordonnée, l'allocation perte de gain jouera son rôle.

L'application est donc un outil d'alerte supplémentaire qui peut déboucher sur une quarantaine ordonnée par un médecin cantonal. Elle permet de sensibiliser la population, mais elle laisse une place importante à l'analyse qualitative du médecin cantonal et elle encourage – c'est son but – les personnes concernées à entrer dans le système de santé classique, ce qui permet d'éviter les doublons. Voilà donc comment est réglée la question de la perte de revenu.

Par le biais du contact avec le milieu médical, nous évitons aussi, il faut le dire clairement, de créer un automatisme entre la notification de l'application et une prestation financière. Si la notification de l'application invitait à une quarantaine volontaire, qui ne serait donc pas ordonnée par un médecin, on ne voit pas comment il serait possible d'ouvrir le droit à des allocations pour perte de gain. Sinon, on aurait un automatisme entre la notification de l'application et la prestation financière. Un tel automatisme remettrait en question le principe d'utilisation volontaire auquel vise la motion, qui prévoit qu'il n'y ait ni avantage ni inconvénient avec l'utilisation de l'application. Voilà ce que je souhaitais vous dire.

Enfin, le préposé fédéral à la protection des données et à la transparence a été impliqué dans tout le développement de ce projet et il l'a globalement soutenu lors des discussions en commission. Le Conseil fédéral est d'avis que la présente modification de la loi répond donc à toutes les demandes des motions 20.3168 et 20.3144.

Je vous invite donc, avec cette argumentation, à entrer en matière et à soutenir le projet qui vous a été présenté.

Schwander Pirmin (V, SZ): Herr Bundesrat, vielen Dank für Ihre Ausführungen. Sie haben jetzt verschiedene Situationen geschildert, trotzdem meine Frage: Bis wann werden die Details – ich spreche von Details – der arbeitsrechtlichen Folgen der Quarantäne und allfällige Spezialfälle geregelt?

Berset Alain, Bundesrat: Die Verordnung wird jetzt sehr rasch bearbeitet. Es ist vorgesehen, die Verordnung sehr rasch, in den nächsten Tagen, kurz nach dem Entscheid des Parlamentes, zu verabschieden.

Was die arbeitsrechtlichen Folgen anbelangt, habe ich, glaube ich, hier einmal ausführlich gezeigt, in welche Richtung es gehen wird. Wir befinden uns hier nicht auf Terra incognita; wir arbeiten mit etwas, das schon existiert. Die App wird einfach eine Ergänzung zum normalen Contact Tracing sein. Sie wird zusätzlich die Leute, die betroffen sind, auffordern, sich beim normalen Gesundheitssystem zu melden und Kontakt mit einem Arzt aufzunehmen. Das heisst, wir machen damit nicht ein Parallelsystem, sondern wir bleiben beim bewährten und bekannten System.

Wasserfallen Christian (RL, BE): Herr Bundesrat, ich bin der Auffassung, dass Kollegin Flavia Wasserfallen einen ungeschickten Bezug zur E-ID gemacht hat, indem sie gesagt hat, hier habe man eine App über das BAG entwickelt. Ist es aber nicht so, dass die Firma Ubique, eine private Software-Firma, wie Kollege Silberschmidt gesagt hat, diese App mit dem BAG entwickelt hat?

Berset Alain, Bundesrat: Ich bin nicht in der Lage, die technischen Details zu erklären, aber man signalisiert mir, dass das, was Sie sagen, Herr Wasserfallen, richtig sei. Aufgrund dieses visuellen Signals habe ich den Eindruck, es sei richtig.

Porchet Léonore (G, VD): Monsieur le conseiller fédéral, vous avez rappelé que les employeurs n'avaient pas le droit d'interdire à leurs employés d'utiliser l'application.

Vous avez aussi rappelé à d'autres occasions que les employeurs n'ont pas le droit d'obliger leurs employés à utiliser l'application. Pourtant, nous avons été informés du fait que certaines caisses-maladie essayaient d'y obliger leurs employés. Pouvez-vous confirmer à nouveau que cela est interdit, même pour les caisses-maladie – qui sont des employeurs comme les autres, j'imagine – et nous indiquer à quelles poursuites s'exposent les employeurs qui essaieraient de le faire?

Berset Alain, conseiller fédéral: Madame Porchet, je peux vous confirmer – c'est d'ailleurs la volonté du Parlement, et cela est très clairement indiqué dans le projet de modification de la loi sur les épidémies qui vous est soumis –, qu'il n'est pas possible d'obliger quiconque à installer l'application et qu'il n'est pas possible d'interdire à quiconque de l'installer. Avec cela, le principe de participation volontaire est garanti et les contraventions à ce principe, ou les éventuelles conséquences du non-respect de ce principe, sont des éléments qui pourraient être sanctionnés dans le droit existant. C'est d'ailleurs pour cela que nous avons également complété partiellement les normes pénales dans le projet.

Wasserfallen Flavia (S, BE): Herr Bundesrat, ich erlaube mir eine kurze Frage, weil meine Bemerkung zum E-ID-Gesetz ein paar Reaktionen ausgelöst hat und ich versehentlich oder absichtlich wirklich auch missverstanden wurde. Können Sie bestätigen, Herr Bundesrat, dass die Swiss-Covid-App vom Bund herausgegeben wird und dass E-ID von Privaten herausgegeben werden?

Berset Alain, Bundesrat: Ja, das ist auch der Fall, Frau Wasserfallen, wenn ich schaue, was mir signalisiert wird. Ich hoffe, dass damit die Situation geklärt ist.

Roduit Benjamin (M-CEB, VS), pour la commission: Je serai très rapide. J'aimerais ajouter trois informations qui ont été discutées dans notre commission.

Premièrement, nous avons pris connaissance d'un sondage Sotomo, qui démontrait que 60 pour cent des participants étaient disposés à télécharger l'application. Il existe donc une réelle attente dans la population. Deuxième information, nous avons été informés que la Commission des institutions politiques du Conseil national a pris connaissance du projet, l'a analysé et l'a déclaré conforme à ses attentes – formulées dans la motion 20.3144 – sur tous les points importants, à savoir système décentralisé, "open source", base volontaire, durée limitée et conformité aux exigences de la protection des données. Enfin, tout le projet a été travaillé en parallèle avec la commission soeur du Conseil des Etats et vous avez tous en tête le vote du Conseil des Etats de la semaine passée, le 3 juin plus exactement, qui a approuvé le projet, par 43 voix et 1 abstention.

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Nous votons sur la proposition de non-entrée en matière de la minorité de Courten.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.040/20461)

Für Eintreten ... 164 Stimmen

Dagegen ... 26 Stimmen

(6 Enthaltungen)

Bundesgesetz über die Bekämpfung übertragbarer Krankheiten des Menschen

Loi fédérale sur la lutte contre les maladies transmissibles de l'homme

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Ziff. I Einleitung

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, ch. I introduction

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 60a

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Wasserfallen Flavia, Feri Yvonne, Gysi Barbara, Mäder, Maillard, Mettler, Meyer Mattea)

Abs. 2

... zum PT-System zu erstellen. Sie dienen im Weiteren als Grundlage für Leistungen nach Absatz 3ter. Das PT-System und die Daten ...

Abs. 3ter

Eine Person, die durch das PT-System darüber benachrichtigt wurde, dass sie potenziell dem Coronavirus ausgesetzt war, und mit der Durchführung von Tests einverstanden ist, gilt bis auf Weiteres als ansteckungsverdächtig gemäss diesem Gesetz. Sie begibt sich insbesondere in Quarantäne und hat gegebenenfalls Anspruch auf Erwerbsersatz gemäss den anwendbaren Bestimmungen.

Antrag der Minderheit

(Wasserfallen Flavia, Feri Yvonne, Gysi Barbara, Maillard, Meyer Mattea, Porchet, Prelicz-Huber, Weichelt-Picard)

Abs. 3

... oder benachteiligen, Meldungen aus der Teilnahme am PT-System fallen nicht unter die allgemeine Treuepflicht gemäss OR 321a Absatz 1; abweichende Vereinbarungen sind unwirksam.

Antrag Bäumle

Abs. 2

Das PT-System und die mit ihm bearbeiteten Daten dienen dazu, die Personen nach Absatz 1 zu benachrichtigen, Empfehlungen abzugeben und Statistiken zum PT-System zu erstellen. Das PT-System und die Daten dürfen ausschliesslich für Empfehlungen von Massnahmen in Ergänzung zu den Artikeln 33 bis 38 eingesetzt werden. Jegliche Verwendung für andere Zwecke ist untersagt, insbesondere solche zur polizeilichen, strafrechtlichen oder nachrichtendienstlichen Verwertung.

Schriftliche Begründung

Verbindung des klassischen Contact Tracings mit der Tracing-App: Das klassische Contact Tracing und die App müssen eine sinnvolle Ergänzung bilden, um eine potente Wirkung zur Früherkennung von möglichen Hotspots oder gegen allfällige neue Wellen zu haben. Damit sind aber Personen, die via App gewarnt werden, durch geeignete Massnahmen mit dem klassischen Contact Tracing zu verknüpfen. Sie müssen auch vergleichbare Sicherheiten und Entschädigungen erhalten, wenn sie sich schon freiwillig melden oder testen lassen. Ohne diese Offenheit wird die Nutzung der App deutlich an Wert verlieren, und ohne diese Optionen kann die App nicht als wirksame Ergänzung und zur Entlastung des klassischen Contact Tracings dienen. Es muss möglich sein, dass die Leute mit App-Nutzung zu (Gratis-)Tests und Quarantäne aufgefordert werden können – verknüpft mit Anreizen wie Lohnfortzahlung u. a. Je schneller und je mehr Fälle wir erkennen und isolieren, desto geringer bleiben Einschränkungen und desto mehr können die notwendigen Schutzmassnahmen gezielt gelockert werden. Im optimalen Fall kann das Virus im Sommer sogar komplett "ausgerottet" werden.

Antrag Bäumle

Abs. 3

Die Teilnahme am PT-System ist für alle Personen freiwillig. Behörden, Unternehmen und Einzelpersonen können geeignete Anreize zur Teilnahme und Nutzung am PT-System schaffen. Im Rahmen der Vertragsfreiheit können Privata-

te, Veranstalter oder Unternehmen zusätzliche Massnahmen vorsehen, wobei Anreize zu bevorzugen sind.

Schriftliche Begründung

Vertragsfreiheit: Ohne Möglichkeit zur vertraglichen Lösung primär mit Anreizen, z. B. Rabattsystemen, und sekundär auch mit Bedingungen, z. B. Altersheime, Bars, Grossveranstaltungen wie Fussballspiele oder Flugzeuge, bleibt die App zugeschnürt, und eine Nutzung bringt für den Nutzer keinen Mehrwert. Mit Anreizen zur Nutzung kann die Nutzung viel eher auf die minimal 60 Prozent oder besser 80 Prozent gebracht werden. Zudem könnten gerade z. B. Grossveranstaltungen mit einem Schutzkonzept unter Einbezug der App, z. B. Fussball, wieder weitgehend ohne massive Auflagen und Einschränkungen stattfinden. Die Vertragsfreiheit ist ebenfalls ein Grundrecht und darf nicht vollständig beschnitten werden. Entsprechend zu Absatz 3 sind die Strafbestimmungen in Artikel 83 zu relativieren.

Antrag Addor

Abs. 4 Bst. b

b. Die Daten werden auf dezentralen Komponenten ...

Art. 60a

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Wasserfallen Flavia, Feri Yvonne, Gysi Barbara, Mäder, Maillard, Mettler, Meyer Mattea)

Al. 2

... des statistiques concernant le système. Par ailleurs, ils servent de base pour les prestations visées à l'article 3ter. Le système TP et les données ...

Al. 3ter

Toute personne qui a été informée par le système TP de son exposition potentielle au coronavirus et qui accepte de se soumettre à des tests est considérée jusqu'à nouvel avis comme suspectée d'être contagieuse, conformément à la présente loi. En particulier, elle se met en quarantaine et a, le cas échéant, droit à une allocation pour perte de gain, conformément aux dispositions applicables.

Proposition de la minorité

(Wasserfallen Flavia, Feri Yvonne, Gysi Barbara, Maillard, Meyer Mattea, Porchet, Prelicz-Huber, Weichelt-Picard)

Al. 3

... ou de sa non-participation au système TP; les informations reçues en résultat de la participation au système TP ne sont pas concernées par l'obligation de fidélité générale conformément à l'article 321a alinéa 1 CO; les dispositions dérogeant à cette règle sont sans effet.

Proposition Bäumlé

Al. 2

Le système TP et les données qu'il traite servent à informer les personnes visées à l'alinéa 1, à donner des recommandations et à établir des statistiques concernant le système. Le système TP et les données ne peuvent être utilisés que pour recommander des mesures en complément des articles 33 à 38. Toute utilisation à d'autres fins est interdite, en particulier l'utilisation par la police, les autorités pénales ou les services de renseignement.

Proposition Bäumlé

Al. 3

La participation au système TP est volontaire. Les autorités, les entreprises et les individus peuvent créer des incitations appropriées afin d'encourager la participation au système TP et son utilisation. Dans le cadre de la liberté de contracter, des particuliers, des organisateurs de manifestations ou des entreprises peuvent prévoir des mesures supplémentaires, en privilégiant les incitations.

Proposition Addor

Al. 4 let. b

b. les données sont traitées sur des composants décentralisés ...

Développement par écrit

La crainte est forte que les données collectées par ce système de "traçage de proximité" puissent être exploitées à d'autres fins que la lutte contre la pandémie de Covid-19. Pour rassurer la population, les concepteurs de l'application Swiss-Covid ont pris grand soin d'éviter l'écueil important auquel s'expose le système centralisé choisi par la France. Le critère du stockage décentralisé des données collectées est donc décisif pour "vendre" cette application. Si la volonté du Parlement est véritablement de garantir à la population que ces données ne seront pas centralisées, donc susceptibles d'être utilisées à d'autres fins, on ne voit pas pourquoi il affaiblirait la portée de cette exigence en prévoyant que celle-ci ne vaudrait que "dans la mesure du possible". Je propose ainsi de supprimer ces termes de manière à ce que le principe affirmé avec force par les concepteurs de l'application soit énoncé dans la loi de manière limpide, sans la moindre équivoque. Il en va de la crédibilité de tout ce système de traçage.

Wasserfallen Flavia (S, BE): Damit die Swiss-Covid-App einen erfolgreichen Beitrag in dieser Containment-Phase leisten kann, muss sie nicht nur von möglichst vielen Menschen genutzt werden. Entscheidend für den Erfolg oder eben auch für den Misserfolg dieser App wird sein, was die Menschen machen, wenn sie dann eine Meldung erhalten, dass sie mit einer infizierten Person Kontakt hatten, die sich während mehr als 15 Minuten näher als zwei Meter von ihnen aufhielt.

1. Wichtig ist, dass ein niederschwelliger und kostenloser Zugang zu weiterführenden Informationen mittels Hotline besteht. Das ist so vorgesehen, und der Herr Bundesrat hat das auch ausgeführt.

2. Die Ressourcen und Kapazitäten bei den Kantonen müssen diesmal ausreichen, damit der Kantonsarzt reagieren kann, wenn eine infizierte Person, welche die App nutzt, sich meldet, damit die Meldung an die anderen Personen ausgelöst werden kann. Die Kantonsärzte müssen genügend Ressourcen haben, um die Menschen, die sich aufgrund einer erhaltenen Meldung bei ihnen melden, auch sofort beraten zu können. Hier sind die Kantone gefragt.

3. Ein rasches und einfaches Testen wird mit der Einführung der Swiss-Covid-App noch wichtiger, damit krankheitsverdächtige Menschen sich so rasch wie möglich testen lassen können und hoffentlich auch ein aussagekräftiges Resultat erhalten. Deshalb sind wir auch froh, dass unter anderem aufgrund eines Antrags aus der SP-Fraktion ins Gesetz aufgenommen wurde, dass diese Tests kostenlos sein müssen. Diesbezüglich besteht ja mit der geltenden Praxis und der Kostenaufteilung zwischen Wohnkanton und Krankenkasse im Moment zu viel Unklarheit.

4. Jetzt haben wir noch ein Problem: Es ist die Frage der Lohnfortzahlung respektive des Erwerbsersatzes bei Quarantäne. Deshalb habe ich den entsprechenden Minderheitsantrag eingereicht.

Wenn ich infiziert bin, muss ich in Isolation, und dann ist die Lohnfortzahlung auch klar geregelt. Nun steht in der Botschaft zu dieser dringlichen Änderung: "Begibt sich eine Person gestützt auf die Benachrichtigung freiwillig in Quarantäne, so hat sie kein Anrecht auf Lohnfortzahlung", obwohl weiter auch in der Botschaft steht: "Durch eine freiwillige Umsetzung der Quarantäneempfehlungen [...] kann die Infektionskette unterbrochen werden."

Hier haben wir doch einigen Klärungsbedarf! Ich anerkenne, dass Bundesrat Berset beim Eintreten schon etwas darauf eingegangen ist. Wir haben Klärungsbedarf: Wenn wir wollen, dass die Swiss-Covid-App zum Fliegen kommt, dann müssen die Nutzerinnen und Nutzer wissen, was gilt. Es kann nicht sein, dass sie Ferientage aufbrauchen oder Lohnausfälle hinnehmen müssen, wenn sie sich in Quarantäne begeben. Alle, welche ihre Erwerbstätigkeit für die Quarantäne unterbrechen müssen, weil sie nicht ins Homeoffice oder Ähnliche

ches gehen können, würden diese Meldung einfach ignorieren.

Deshalb war es unserer Minderheit wichtig, diesen Punkt zu klären, und zwar bevor die Swiss-Covid-App ausgerollt und breit beworben wird. Gestützt auf die Covid-19-Verordnung Erwerbsausfall vom 20. März 2020 haben Personen Anspruch auf eine Entschädigung bei Erwerbsausfall von maximal zehn Tagen, wenn sie infolge Quarantäne ihre Erwerbstätigkeit unterbrechen müssen. Diese Bestimmung muss auch anwendbar sein, wenn man sich infolge der Nutzung der Swiss-Covid-App in Quarantäne begibt. Diese Verordnung ist noch bis am 16. September 2020 gültig. Wir fordern den Bundesrat auf, dass für die Zeit nach dem 16. September, in der wir diese Swiss-Covid-App ja weiterhin anwenden wollen, auch noch eine Klärung diesbezüglich stattfinden kann.

Ich bitte Sie, diese Minderheit zu unterstützen.

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Les groupes renoncent à prendre la parole.

Berset Alain, conseiller fédéral: Je crois que je me suis déjà exprimé à ce sujet tout à l'heure lors du débat d'entrée en matière. Je veux bien rappeler ce que j'ai dit. Mais dans la mesure où la liberté est complète pour les employés de l'utiliser ou pas, dans le fond personne n'est tenu d'informer son employeur qu'il a été en contact avec une personne contaminée; il faut l'informer dans les cas où il y a des symptômes, naturellement si on se met en quarantaine ou si une quarantaine est ordonnée. Il est pour nous exclu que les employeurs puissent exiger des employés qu'ils utilisent l'application dans le cadre de leur activité professionnelle. Je peux rappeler que toute résiliation du contrat de travail pour un motif contrevenant au principe du volontariat serait considéré comme un licenciement abusif.

Il nous semble que la question est déjà réglée. Il faut donc suivre la majorité.

Roduit Benjamin (M-CEB, VS), pour la commission: La commission a rejeté, par 13 voix contre 10, la proposition défendue par la minorité Wasserfallen Flavia à l'article 60a alinéa 3ter visant à ce que les personnes qui reçoivent une notification et qui se seraient fait tester soient mises automatiquement en quarantaine et, le cas échéant, bénéficient du droit à une allocation pour perte de gain. La majorité de la commission estime que la question de la poursuite du versement du salaire en cas de quarantaine devrait être séparée du projet, et que plusieurs aspects de la mise en quarantaine devraient être traités, notamment le fait de savoir qui déciderait de la mise en quarantaine donnant droit à l'allocation pour perte de gain, à quel moment la décision devrait être prise et quelles en seraient les incidences économiques – autant de questions qui ont été exposées tout à l'heure par M. le conseiller fédéral Berset.

Consciente cependant que l'objectif est d'inciter la population à utiliser l'application, pour éviter des incertitudes et des incitations négatives, la commission a décidé, à l'instar de son homologue du Conseil des Etats, d'écrire au Conseil fédéral pour lui recommander de trouver une solution à ce sujet. Nous avons obtenu une promesse à ce sujet il y a quelques instants.

Sur cette base, la commission vous demande d'écarter la proposition de la minorité Wasserfallen Flavia.

Le rapporteur de langue allemande, M. Mäder, fera des commentaires au sujet des différentes propositions individuelles.

Mäder Jörg (GL, ZH), für die Kommission: Wie mein Vordränger gesagt hat, ist sich die Kommission der schwierigen Lage, in der sich jemand befindet, der benachrichtigt wurde, bewusst; dasselbe gilt für den Bundesrat. Die Kommission ist mit 13 zu 10 Stimmen der Meinung, dass das entsprechende Vorgehen nicht im Gesetz geregelt sein sollte, und hat daher analog zur Schwesterkommission den Bundesrat in einem Brief aufgefordert, sich dieser Situation anzunehmen.

Zu den Einzelanträgen: Ich werde zuerst zu den drei Einzelanträgen Bäumle sprechen. Die Einzelanträge Bäumle

wollen in ihrer Gesamtheit erlauben, das System auszubauen und mit anderen Systemen zu verbinden, also auch Daten auszutauschen. Dies könnte einerseits genutzt werden, um den Erkenntnisgewinn zu den Verbreitungsmechanismen des Coronavirus zu erhöhen, aber auch, um via Anreizsystem die Bevölkerung zur Teilnahme zu bewegen. Solche Ansätze wurden in der Kommission nicht diskutiert. Im Gegenteil, die Diskussion drehte sich darum, ob der Datenschutz ausreichend sei und wie man ihn gegebenenfalls noch erhöhen könnte.

Zu den Einzelanträgen Addor gleich Folgendes vorweg: In zwei Anträgen steht in der deutschen Übersetzung in der Begründung "Tracking-System". Es ist aber ein "Tracing-System". Ich bin mir nicht ganz sicher, ob das ein Fehler der Übersetzung ist. Ich möchte hier, da wir schliesslich das Vertrauen der Bevölkerung gewinnen wollen, den Unterschied kurz erklären. Tracking beinhaltet GPS-Daten, also Standortdaten und Bewegungsdaten. Der Unterschied zwischen Standort- und Bewegungsdaten ist nicht wirklich gross, die beiden hängen eng zusammen. Ein Tracing-System bezieht sich nur auf die Distanz. Die aktuelle App kann nicht sagen, wer sich wie schnell wohin bewegt. Das System kann also, wenn eine Annäherung festgestellt wird, nicht feststellen, wer sich angenähert hat und wer stehen geblieben ist. Das sind deutlich weniger Informationen. Wie gesagt, ich bin nicht sicher, ob das in diesen Anträgen ein Übersetzungsfehler ist.

Zum konkreten Inhalt dieser Anträge: Die Frage, ob das System vollständig statt nur "so weit wie möglich" dezentral gestaltet werden könnte, wurde in der Kommission diskutiert. Grundsätzlich ist die Idee verlockend. Die Verwaltung hat aber klar gesagt, dass eine vollständig dezentrale Lösung nicht möglich sei. Ich habe mir als Programmierer aus Interesse die Freiheit genommen, diesen Punkt über das Wochenende genauer anzuschauen, und habe mich entsprechend informiert, warum das wirklich so ist.

Sie müssen bedenken, dass jedes System auch Leute auf den Plan ruft, die das System ausnutzen wollen oder die schlicht und einfach nur Unruhe und Unsicherheit erzeugen wollen. Daher muss verhindert werden, dass falsche Schlüssel ins System kommen, respektive es muss sichergestellt sein, dass diese erkannt werden. Dies geschieht dadurch, dass das BAG als zentrale Instanz bei einem positiven Test die Ergebnisse prüft, mit den Schlüsseln des Betroffenen kombiniert und anschliessend dieses Dokument kryptografisch signiert, also eine elektronische Unterschrift hinzufügt. Wenn nun die App, die hoffentlich möglichst viele installieren, die Daten herunterlädt, kann sie die jeweilige Unterschrift der einzelnen Pakete überprüfen und feststellen, ob sie vom BAG kommt oder nicht. Dadurch können falsche Angaben zuverlässig aussortiert werden, respektive es wird gar kein Anreiz gesetzt, solche hochzuladen.

Fehlt dieser Schritt der Signierung, kann nicht garantiert werden, dass die Daten echt sind. Die Überprüfung der Signierung erfordert als Gegenpart aber eine zentrale Stelle, die diese Verschlüsselung bzw. Signierung durchführt. Die Annahme dieses Antrages Addor würde somit die Sicherheit und Zuverlässigkeit des ganzen Systems zu Fall bringen.

Es ist auch anzumerken, dass der Schweizer Ansatz international Anerkennung erhalten hat, speziell bezüglich der Umsetzung des Datenschutzes. Anlass zur Befürchtung, dass die Formulierung "so weit wie möglich" als Feigenblatt genutzt werden könnte, ist somit nicht gegeben.

Abs. 2 – Al. 2

La présidente (Moret Isabelle, présidente): La proposition de la minorité Wasserfallen est compatible avec la proposition de la majorité et avec la proposition Bäumle.

Erste Abstimmung – Premier vote
(namentlich – nominatif; 20.040/20462)

Für den Antrag der Mehrheit ... 180 Stimmen

Für den Antrag Bäumle ... 6 Stimmen
(2 Enthaltungen)

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Le vote suivant vaut également pour l'alinéa 3ter.

Zweite Abstimmung – Deuxième vote
(namentlich – nominatif; 20.040/20463)

Für den Antrag der Mehrheit ... 110 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit ... 80 Stimmen
(1 Enthaltung)

Abs. 3 – Al. 3

La présidente (Moret Isabelle, présidente): La proposition de la minorité Wasserfallen a été retirée. Le vote vaut également pour l'article 83.

Abstimmung – Vote
(namentlich – nominatif; 20.040/20464)
Für den Antrag der Mehrheit ... 185 Stimmen
Für den Antrag Bäumle ... 6 Stimmen
(1 Enthaltung)

Abs. 3ter – Al. 3ter

La présidente (Moret Isabelle, présidente): La proposition de la minorité Wasserfallen a déjà été rejetée à l'alinéa 2.

Abs. 4 – Al. 4

Abstimmung – Vote
(namentlich – nominatif; 20.040/20466)
Für den Antrag der Mehrheit ... 131 Stimmen
Für den Antrag Addor ... 53 Stimmen
(9 Enthaltungen)

Übrige Bestimmungen angenommen
Les autres dispositions sont adoptées

Art. 62a

Antrag der Kommission
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Bäumle

Das PT-System nach Artikel 60a kann mit entsprechenden ausländischen und ergänzenden Systemen verbunden werden, wenn ein angemessener Schutz der Persönlichkeit im betreffenden Staat bzw. durch Dritte gewährleistet wird, durch:

- a. die Gesetzgebung; oder
- b. hinreichende Garantien, insbesondere durch Vertrag.

Schriftliche Begründung

Interoperabilität: Damit sollen ergänzende oder zusätzliche Apps – nicht nur solche anderer Staaten, sondern z. B. auch private Apps mit Ergänzungen – verknüpft werden können, die z. B. freiwillig weitere Möglichkeiten für freiwillige zusätzliche Datenerfassung bieten (Möglichkeit der Interoperabilität). Mit der Erfassung freiwillig erhobener Daten wie Aufenthalt im Innenraum oder im Aussenraum, Feuchte, Temperatur u. Ä. könnten wertvolle Hinweise für die Wissenschaft auf die Verbreitung des Virus gewonnen werden, welche für die Vorbereitung und bessere Eindämmung potenzieller Wellen oder Herde helfen können. Als Bedingungen würden die gleichen Standards wie für die ausländischen Systeme gelten.

Antrag Addor
Streichen

Art. 62a

Proposition de la commission
Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Bäumle

Le système TP visé à l'article 60a peut être relié à des systèmes étrangers correspondants ou à d'autres systèmes correspondants, pour autant qu'un niveau adéquat de protection

de la personnalité soit assuré dans l'Etat concerné ou par des tiers, par:

- a. la législation; ou
- b. des garanties suffisantes, notamment contractuelles.

Proposition Addor
Biffer

Développement par écrit

Malgré les garanties données par ses concepteurs, ce système de traçage soulève des questions importantes de protection des données et de la sphère privée des citoyens. C'est le cas, déjà, pour son utilisation en Suisse. Cela serait à plus forte raison le cas s'il devait être relié à des systèmes étrangers dont les caractéristiques ne nous seraient pas parfaitement connues, utilisés par des Etats dont les standards de protection des données ne seraient pas aussi élevés que les nôtres. La démonstration n'ayant pas été apportée de sa nécessité absolue pour lutter contre la pandémie de Covid-19, le principe de précaution commande de s'abstenir de relier l'application Swiss-Covid avec des systèmes étrangers.

Mäder Jörg (GL, ZH), für die Kommission: In der Kommission hat der Datenschutzbeauftragte uns dargelegt, dass aus seiner Sicht hier kein Problem entsteht, wenn das PT-System mit ausländischen Systemen verbunden wird. Insbesondere wird ja explizit auf Artikel 60a verwiesen, der alle zu berücksichtigenden Grundsätze des Systems auflistet.

Vergessen Sie zudem nicht: Die zentral gespeicherten Daten sind reine Zufallszahlen, aus denen man keine Aussagen ableiten kann, wer betroffen ist. Erst in Kombination mit den Daten, die sich ausschliesslich auf den persönlichen Smartphones der einzelnen Personen befinden, sind konkrete Aussagen möglich. Zu bemerken ist natürlich auch, dass die Schweiz ein stark vernetztes Land mit vielen Grenzgängern ist, dass wir den Tourismus wieder hochfahren und selber wieder verreisen möchten.

Über das Wochenende ist bezüglich Ausland und Daten noch ein anderes Thema kurz aufgekommen. Ich hoffe, ich darf das kurz ansprechen. Es wurde häufig der Anbieter Amazon genannt und die Frage aufgeworfen, was hier los sei. Die Daten werden in der Schweiz gespeichert, beim BAG. Das ist nicht das Problem. Das Problem ist, dass dieser durchaus grosse Datensatz jeweils in kürzester Zeit an mehrere Millionen Geräte verteilt werden sollte. Würde dies direkt zwischen Anwender und Anbieter geschehen, wäre das Risiko gross, dass das Netzwerk überlastet wird. Das sollten wir vermeiden. Deshalb wird ein sogenanntes Content Delivery Network, kurz CDN, oder auf Deutsch "Inhalts-Verteilungs-Netzwerk", dazwischengeschaltet. Dieses sorgt dafür, dass die Daten gleichmässig auf die Infrastruktur verteilt werden. Auch grosse Schweizer Online-Zeitungen nutzen CDN-Anbieter, um ihre Nachrichten zuverlässig ausliefern zu können. Die Auswahl an CDN-Anbietern ist leider klein.

Ich möchte auch hier ganz offen und direkt sein. Es ist mit CDN, aber auch ohne, möglich, dass die Daten über ausländische Knoten geführt werden. Das gilt übrigens auch, wenn Sie genau jetzt eine in der Schweiz gehostete Website besuchen. Landesgrenzen haben in der Welt des Internets nicht dieselbe Bedeutung. Für Ihre private Sicherheit sollten Sie darauf achten, dass Sie, wenn immer möglich, geschützte Verbindungen nutzen, also "https" und nicht nur "http". Für diese Anwendung gilt – dies einmal mehr -: Die zentral gespeicherten Informationen erlauben keine Rückschlüsse.

Roduit Benjamin (M-CEB, VS), pour la commission: Un mot tout d'abord sur la proposition Addor visant à biffer l'article 62a. Ce sujet a également été discuté en commission. Biffer cet article reviendrait à nier les nombreux contacts établis par des particuliers avec l'étranger, au sein de familles vivant de part et d'autre de la frontière, etc. Ce sujet a fait l'objet d'une question tout à l'heure.

De plus, il ne faut pas oublier que la collaboration avec des systèmes étrangers fait l'objet de contrats offrant des garanties suffisantes. On ne pourrait pas se passer, par exemple, on l'a déjà dit, de la technologie Bluetooth, au risque de connaître des difficultés semblables à celles rencontrées

dans d'autres pays, par exemple à Singapour où l'application ne pouvait pas être placée en arrière-plan du smartphone.

En ce qui concerne la proposition Bäumle, au même article, il ne faut pas oublier que l'application est prête et que l'ensemble des contrats ont déjà été établis. L'objet de cette application de même que sa durée étant limité, on voit mal comment d'autres extensions avec des systèmes complémentaires pourraient être établies.

Vu ce qui précède, nous vous recommandons de refuser ces deux propositions individuelles.

La présidente (Moret Isabelle, présidente): M. le conseiller fédéral renonce à prendre la parole.

Erste Abstimmung – Premier vote
(namentlich – nominatif; 20.040/20467)

Für den Antrag der Kommission ... 179 Stimmen

Für den Antrag Bäumle ... 7 Stimmen

(0 Enthaltungen)

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Le vote suivant vaut également pour l'article 80 alinéa 1 lettre f.

Zweite Abstimmung – Deuxième vote
(namentlich – nominatif; 20.040/20468)

Für den Antrag der Kommission ... 139 Stimmen

Für den Antrag Addor ... 50 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Art. 80 Abs. 1 Bst. f

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Addor

Streichen

Art. 80 al. 1 let. f

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Addor

Biffer

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Nous nous sommes déjà prononcés sur la proposition Addor à l'article 62a.

Angenommen gemäss Antrag der Kommission

Adopté selon la proposition de la commission

Art. 83 Abs. 1 Bst. n

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Bäumle

n. eine von ihr oder ihm angebotene Leistung, die für die Allgemeinheit bestimmt ist, einer Person unter Berücksichtigung von Art. 60a Abs. 3 verweigert, weil diese am PT-System nicht teilnimmt.

Art. 83 al. 1 let. n

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Bäumle

n. refuse une prestation destinée à l'usage public à une personne en raison de sa non-participation au système TP, compte tenu de l'article 60a alinéa 3.

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Nous nous sommes déjà prononcés sur la proposition Bäumle à l'article 60a alinéa 3.

Angenommen gemäss Antrag der Kommission

Adopté selon la proposition de la commission

Ziff. II

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Addor

Abs. 2

... gilt bis zum 31. Dezember 2021 ...

Ch. II

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Addor

Al. 2

... a effet jusqu'au 31 décembre 2021 ...

Développement par écrit

Dans son message, le Conseil fédéral a indiqué que les mesures prises pour lutter contre la pandémie de Covid-19 visent à empêcher toute nouvelle propagation et toute hausse significative du nombre des nouvelles contaminations jusqu'à ce que le vaccin soit disponible, c'est-à-dire durant six à dix-huit mois. Vu les risques que le système de traçage comporte pour la protection de la sphère privée, il n'y a aucune raison d'aller au-delà de la durée ainsi annoncée. Si celle-ci devait s'avérer trop courte, le Parlement pourrait toujours la prolonger. La proposition consiste donc à réduire la durée de validité des dispositions de cette modification urgente de la loi sur les épidémies du 30 juin 2022 au 31 décembre 2021.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.040/20470)

Für den Antrag der Kommission ... 139 Stimmen

Für den Antrag Addor ... 52 Stimmen

(0 Enthaltungen)

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Le vote sur l'ensemble a lieu à l'exclusion de la clause d'urgence. Nous nous prononcerons sur celle-ci, une fois que le Conseil des Etats l'aura adoptée.

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 20.040/20471)

Für Annahme des Entwurfes ... 156 Stimmen

Dagegen ... 22 Stimmen

(13 Enthaltungen)

Abschreibung – Classement

Antrag des Bundesrates

Abschreiben der parlamentarischen Vorstösse

gemäss Brief an die eidgenössischen Räte

Proposition du Conseil fédéral

Classer les interventions parlementaires

selon lettre aux Chambres fédérales

Angenommen – Adopté